

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 MARS 1910.

BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE POUR L'EXERCICE 1910 ().

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HUBERT.

MESSIEURS,

Le projet de Budget pour 1910 s'élève à fr. 185,461,994.19, soit une augmentation sur l'exercice précédent de fr. 7,404,242.83 se subdivisant en une somme de fr. 2,835,208.20 représentant l'intérêt et l'amortissement de l'augmentation de la dette en 1908, une somme de fr. 3,829,087.93 pour l'intérêt et l'amortissement de la dette émise en 1909 et à émettre en 1910, et enfin d'une somme de fr. 739,946.75 pour les augmentations de pensions.

Toutes ces augmentations sont justifiées dans la note préliminaire. Elles sont, pour les deux premiers postes, la conséquence de dépenses décrétées par le Parlement.

Discussion en sections.

Elle a été des plus courtes; quatre sections sur six n'ont fait absolument aucune observation; une a demandé que l'on donnât plus de développement au libellé de l'article 9; deux autres ont émis quelques observations sur l'augmentation de la Dette publique, qui seront rencontrées plus loin.

(1) Budget, n° 4, II.

(2) La Section centrale, présidée par M. DARMIGNIE, était composée de MM. LEVIE, HYMANS, HUBERT, BERTRAND, MAENHAUT et ORTEGAT.

Section centrale.

En Section centrale, la discussion a été aussi très écourtée.

Faisant accueil au désir, exprimé par la seconde section, relatif au peu de précision de l'article 9, la Section centrale pose à M. le Ministre la question suivante :

Question.

Prière de donner un développement aussi détaillé que possible, par année et par espèce, du crédit de l'article 9.

Réponse.

Le Budget de 1910 étant dressé plusieurs mois avant la fin de l'année 1909, il n'est pas possible de porter aux articles 5, 6 et 7, qui donnent des prévisions certaines, les dépenses afférentes aux émissions faites en 1909.

Les dépenses imputées sur l'exercice 1909 du chef de ces émissions se sont élevées à fr. 3,850,330 35

Pour 1910, ces charges s'accroîtront d'une somme de 1,379,932 05

Les dépenses à imputer sur 1910 pour émissions à faire pendant l'année 1910 sont évaluées à 2,331,237 60
et celles pour Bons du Trésor en circulation, à 3,438,500 »

TOTAL. . . . fr. 11,000,000 »

*
* *

Un membre fait observer que le taux de la rente a diminué de quatre à cinq points ; il faudrait savoir d'où cela provient, il pense que cela tient pour partie à l'introduction sur le marché belge d'une foule de titres d'États, de provinces ou de communes étrangers qui attirent les capitaux par l'appât d'intérêts élevés qui ne sont pas toujours d'une sécurité absolue. Il propose d'imiter la France, de ne permettre d'émettre de ces titres qu'avec l'autorisation de l'État et de les frapper d'un droit ⁽¹⁾.

Un membre fait ressortir que malgré la diminution du taux de notre dette, la situation financière de notre pays est non seulement excellente,

(1) Le rapporteur, ayant appris que le même point avait été soulevé en Section centrale du Budget des Finances et que cette Section avait posé une question, a demandé à M. le Ministre des Finances de lui communiquer la réponse qu'il avait faite.

On trouvera ce document aux annexes.

mais meilleure que dans n'importe quel pays d'Europe; comme cette constatation peut avoir une répercussion heureuse sur ce cours, le rapporteur est chargé de mettre cette situation en lumière.

La Dette publique en Belgique.

Il existe peu de points où les opinions, même émises de bonne foi, sont aussi contradictoires qu'en ce qui concerne notre dette. Cela tient un peu à la difficulté d'avoir, sans recherches, le chiffre exact de notre dette composée : 1° de la dette antérieure à 1830 et sans expression de capital; 2° de la dette consolidée; 3° de la dette correspondant aux annuités, et 4°, enfin, de la dette flottante, d'où il faudrait, pour la bonne règle, déduire les capitaux empruntés et non dépensés.

Inutile d'ajouter que quand les passions politiques s'en mêlent, les divergences sont bien plus grandes encore.

Et cependant il n'y a pas un pays au monde où la situation soit aussi bonne; notre dette, malgré son chiffre relativement élevé, peut être envisagée avec la plus grande sérénité, et ce d'autant plus que, comme nous le verrons tantôt, les charges qu'elle impose aux contribuables vont en s'atténuant fortement.

Voyons quels sont les griefs élevés contre la Dette publique et ramenons-les à leur valeur. Ils peuvent être classés en quatre séries :

1° Au Sénat on a émis l'idée qu'il ne devrait pas y avoir de Budget extraordinaire, parlant pas de dette, les ressources ordinaires devant assurer les dépenses ordinaires et les dépenses extraordinaires;

2° La dette se justifie, mais elle devrait s'amortir beaucoup plus rapidement, d'autres disent que l'amortissement est fictif;

3° L'émission trop forte de la dette a fait baisser les cours et compromet la bonne renommée de nos finances;

4° La dette croît dans des proportions inquiétantes et nous conduit à la ruine.

Nous allons examiner ces quatre ordres d'idées et nous verrons qu'il n'y a pas le moindre grief à élever.

1° PAS DE DETTE PUBLIQUE.

Ce serait évidemment l'idéal, si un pays pouvait trouver dans ses ressources ordinaires, sans impôts écrasants, de quoi parer, non seulement à ses dépenses ordinaires, mais aux travaux et aux constructions extraordinaires; combien sa situation financière serait bonne! Mais où est-il ce pays-là? Pas à coup sûr sur notre planète, et, s'il s'agissait en Belgique de mettre des impôts nouveaux pour couvrir les charges extraordinaires, il est aisé de se rendre compte que dans le passé c'eût été une mesure malheureuse et hautement préjudiciable à notre prospérité et qu'actuellement cette mesure serait une injustice.

Mesure préjudiciable

En effet, lorsque la Belgique, après avoir passé quelques siècles sous des dominations étrangères, recouvra en 1830 la liberté, elle avait un peu perdu de son caractère entreprenant et plein d'initiative, mais avait conservé sa caractéristique de bon sens et de prudence; son premier soin fut donc de bien asseoir sa nationalité, raffermir ses finances, d'assurer modestement son existence, et ce fut l'ère des économies. La nation n'était du reste pas encore assez riche pour supporter de nombreuses charges.

Mais petit à petit les qualités de travailleur du Belge se firent jour; l'industrie commença à se développer, et dès lors commençait le devoir des gouvernements d'outiller le pays pour en arriver au développement si considérable où nous sommes arrivés.

C'est l'honneur du ministère Malou et Beernaert d'avoir en 1870 compris l'avenir de notre pays et d'avoir tracé la voie. Si à cette époque on avait reculé devant l'emprunt, l'impôt étant insuffisant à donner les ressources nécessaires, on aurait dû retarder les travaux de vingt ans et reculer notre prospérité d'un quart de siècle.

Mesure injuste.

Mais à l'époque actuelle où nous récoltons la moisson semée alors, où le pays est tant plus riche, nous avons vu dans le Budget des Voies et Moyens que depuis vingt-cinq ans notre fortune mobilière est presque doublée, notre activité nationale triplée, actuellement que les populations pourraient supporter en impôts nouveaux, sans trop souffrir, les 100 millions que nous demandons à l'emprunt, y a-t-il lieu d'entrer dans cette voie?

Je réponds sans hésitation : non; car des impôts nouveaux, si justifiés soient-ils, ne vont jamais sans récrimination et tout Gouvernement a le devoir de ne pas soulever les populations.

En second lieu, ce serait une injustice; en effet, le Gouvernement a des devoirs vis-à-vis des populations actuelles comme vis-à-vis des populations futures. Il n'a pas le droit de décharger celles-ci pour charger celles-là, mais la réciproque est aussi vraie. Son devoir est donc, s'il lègue une dette aux générations futures, de leur laisser en même temps des ressources qui n'exigent pas d'elles des sacrifices plus considérables que ceux de leurs devanciers. Nous verrons au n° 4 combien ces principes ont été respectés et combien la situation s'est améliorée dans ces derniers temps.

Enfin, même dans cette époque de prospérité, de grosses augmentations d'impôts amènent toujours des régressions; le contribuable ne trouve pas l'argent au même taux que l'État.

Enfin, il serait à craindre que les nombreux et importants travaux si indispensables que nous devons encore effectuer pour nos chemins de fer, nos ports et nos canaux ne subissent des retards bien préjudiciables si on

devait compter sur des rentrées ordinaires sujettes à des fluctuations assez considérables. Ce serait mettre notre prospérité en péril.

Ce qui précède me paraît justifier l'existence d'une Dette publique qui, au reste, existe dans tous les pays.

2° AMORTISSEMENT INSUFFISANT.

Quels sont les principes qui doivent diriger l'amortissement de la Dette publique ?

Il est de toute évidence que la durée de cet amortissement doit varier avec la nature de la dépense faite avec l'emprunt.

Si la dépense n'a pas augmenté, au moins de façon sensible, le patrimoine de la nation, elle doit être amortie le plus rapidement possible. Tel est le cas pour les dépenses exceptionnelles; or, depuis 1893, M. de Smet a incorporé ces dépenses au Budget ordinaire, elles se sont élevées à fr. 263,018,551.43 et ont été par conséquent amorties en même temps que créées.

Les dépenses qui augmentent le patrimoine national doivent s'amortir de façon à ce que le capital soit reconstitué quand les travaux effectués seront hors d'usage ou sans valeur. Il va de soi qu'ils doivent être entretenus sur le Budget ordinaire.

Ces principes, qui sont à l'abri de toute critique, n'ont jamais été aussi fidèlement respectés que depuis vingt-cinq ans.

En effet, sous le gouvernement libéral de 1878 à 1883, non seulement l'amortissement fut suspendu, mais il fallut prélever sur l'emprunt une somme de fr. 38,967,477.56 pour parer au déficit des Budgets ordinaires. A ce moment les critiques étaient on ne peut plus justifiées. Depuis lors, l'amortissement a toujours eu lieu.

Jusqu'en 1903, la dotation d'amortissement était fr. 0.20, c'était la dotation prévue par la loi d'emprunt. M. de Smet de Nayer l'a portée en 1903 à fr. 0.30. Outre cela, quand certaines années l'élévation de la dette au-dessus du pair laissait sans emploi la dotation d'amortissement, ces fonds, au lieu d'être versés au Budget ordinaire comme ils l'étaient antérieurement, ont été versés au Budget extraordinaire, et l'amortissement a été virtuellement effectué par voie indirecte.

Quelle critique peut s'élever contre ce mode de procéder ?

Voilà pour la dette proprement dite: quant à la dette provenant des annuités, l'amortissement est compris dans l'annuité, il varie avec chaque espèce d'annuités et est beaucoup plus rapide que pour la dette consolidée. En effet, pour 1907 l'annuité de fr. 16,373,159.98 comprend 12 millions 018,389.12 pour l'intérêt du capital des annuités et fr. 4,354,770.86 pour son amortissement; celui-ci est donc plus de deux fois et demie aussi rapide que pour la dette proprement dite. Le tableau des annuités montre que dans quarante ans le plus grand nombre d'annuités aura disparu et que notre dette sera allégée d'autant.

L'amortissement actuel correspond donc à ce qu'on a le droit d'exiger.

Amortissement fictif.

Certains esprits théoriques prétendent que puisque la dette continue à grossir, il n'y a pas d'amortissement.

Pour donner raison à ces esprits chagrins, il faudrait cesser d'emprunter, et l'on verrait alors la dette décroître; mais nous avons vu plus haut les conséquences désastreuses d'un arrêt dans les travaux.

Au reste, comment peut-on sérieusement soutenir que la dotation de l'amortissement qui s'élève à plus de 15 millions de francs, même si elle n'était pas employée effectivement à racheter des titres sur le marché et était versée au Budget extraordinaire, n'empêche pas d'emprunter une somme égale et, par conséquent, réduit et amortit la dette d'autant; faut-il que sous les yeux du public se passe cette opération byzantine qui consiste à émettre 100 millions de rente d'une main et en racheter 15 de l'autre, cela n'est pas sérieux.

Ce qui paraît plus sérieux, mais en apparence seulement, c'est l'allégation que l'amortissement ne serait, au moins en partie, que fictif; on affirmait, en effet, qu'aux chemins de fer, et c'est là de loin la grosse partie de notre dette, on n'amortissait pas les appareils, constructions ou objets nouveaux, remplacés par des appareils, constructions ou objets neufs payés naturellement sur compte de premier établissement.

Ce sont là des pratiques vicieuses qui ont pu avoir cours il y a plus de vingt-cinq ans, mais à son arrivée au Ministère des Chemins de fer M. Van den Peereboom y a mis fin, et on n'a plus porté à frais de premier établissement que la différence de valeur entre l'objet remplacé et l'objet neuf. Plus, comme certains agrandissements ou certaines transformations présentaient un caractère mixte d'entretien et d'installation nouvelle, M. de Smet a établi un crédit spécial d'un million au Budget ordinaire destiné à couvrir la partie de ces dépenses qui incombent à l'exploitation.

Quant au matériel, il est même amorti doublement, il est amorti comme faisant partie de la dette totale et il est amorti à bout de course par son remplacement sur frais d'exploitation.

Pour ceux du reste qui, incrédules malgré les faits, voudraient être rassurés plus complètement, il leur suffit d'ouvrir le compte rendu des chemins de fer pour l'exercice 1908, ils verront que si le réseau de l'État appartenait à une ou plusieurs compagnies et que si l'État voulait employer vis-à-vis d'elles les clauses de rachat en usage dans ces concessions, il aurait à payer, et ce uniquement pour le temps qui reste à courir jusqu'à l'expiration de chaque concession, il aurait à payer pour ce rachat une somme de 2,637,906,236 francs, soit une somme supérieure de plus de 147 millions de francs au capital qui a été réellement dépensé d'après les comptes de la Trésorerie. En outre, d'après les comptes des chemins de fer, un amortissement de fr. 320,863,402.92 a été effectué, sans compter l'amortissement du matériel remplacé à bout de course sur frais d'exploitation, ce qui donne à notre railway national une valeur de plus de un demi-milliard supérieur à ce qu'il n'a coûté.

Cela doit suffire à rassurer les plus timorés.

Dépréciation possible de notre patrimoine.

Une autre objection doit aussi être rencontrée. Mais, dit-on, le chemin de fer, qui constitue les deux tiers de notre dette, a actuellement une valeur incontestable, mais ne pourrait-il pas arriver que, par suite d'inventions nouvelles, il perdît tout ou partie notable de cette valeur, l'esprit humain est si inventif, et le progrès n'a pas de bornes.

Il semble que, quels que soient les progrès dans la science des transports, la partie importante de nos chemins de fer conservera sa valeur. En effet, l'imagination la plus audacieuse, dès lors qu'elle est pondérée, ne peut pas prévoir le moment où le transport des poids lourds ne se fera plus sur le sol, et l'aéronaute le plus fervent ne voit pas encore, même en imagination, les fers et la houille transportés en aéroplane. Il faudra donc toujours une assiette sur le sol pour le nouveau mode de transport, des travaux d'art, des stations d'embarquement et de débarquement; or, tout cela constitue entre les trois quarts et les quatre cinquièmes de la valeur de nos chemins de fer.

Quant au matériel de traction et de transport qui devrait être modifié ou transformé, ou vendu, s'il arrivait une de ces inventions merveilleuses qui transforment une industrie, mais il aurait le temps d'être usé à fond avant que les ateliers de construction aient eu le temps de fournir à toutes nos lignes le matériel nouveau, ce ne serait pas en dix ans que ce remplacement aurait lieu, et il est toujours dans les chemins de fer des lignes et des travaux pour lesquels on peut employer le vieux matériel.

Mais forçant l'hypothèse, supposons une de ces inventions merveilleuses, simple, facile, d'application immédiate, mais les chemins de fer se trouveraient simplement dans la situation d'une industrie dans laquelle une machine perfectionnée vient d'être découverte. Le gérant calcule simplement si le bénéfice qui résultera de son application est tel, qu'il puisse considérer son ancienne machine comme mitraille et regagner rapidement l'amortissement qu'il doit faire sur son outillage, alors il fait le changement rapidement, sinon il le fait petit à petit.

Nous voyons donc que les craintes n'ont aucune raison de se produire.

3° DIMINUTION DU PRIX DE LA RENTE.

Le prix de la rente belge ayant diminué de quelques unités depuis trois ou quatre ans, on a soulevé en sections la question de savoir si cette diminution n'était pas due à l'émission de trop fortes quantités de rente et s'il ne vaudrait pas mieux arrêter cette émission pour ne pas continuer à voir l'avilissement du cours.

Il est certain que si l'on met sur le marché une quantité de rente telle,

qu'elle soit difficile à absorber, il peut en résulter de la baisse, c'est une question d'offre et de demande; mais la diminution du prix de la rente n'est pas du tout un indice que notre crédit soit diminué, il prouve simplement que le loyer de l'argent s'est relevé et que les capitaux trouvent une sécurité suffisante et un loyer plus élevé dans d'autres affaires.

Les capitaux français qui, à un moment donné, ont inondé notre pays par crainte de l'impôt sur le revenu ont surélevé les cours, puis, attirés par d'autres placements plus avantageux, se sont un peu détournés de la Belgique.

D'un autre côté les capitaux belges, qui avaient subi une leçon si rude en Russie, étaient devenus beaucoup plus prudents, d'où regain de faveur pour la rente. Actuellement ils sont encore sollicités par des placements alléchants, le taux de l'argent est remonté.

Voilà l'explication du fait; mais nous verrons revenir une clientèle qui met une grande sécurité comme condition première dans ses placements.

En attendant que faut-il faire? Arrêter toute émission pour relever les cours? mais ce serait arrêter les travaux dans le pays, causer à notre industrie, à notre commerce et à nos ouvriers un tort considérable, arrêter notre prospérité qui permet le recouvrement des impôts nécessaires et mille fois par delà pour payer cette légère augmentation du loyer de l'argent; ceux-là mêmes qui proposent ces choses n'oseraient en prendre la responsabilité.

Le taux de la rente dépend, au reste, de conditions si diverses qu'elles sont difficiles à saisir. Le diagramme très intéressant qui se trouve aux annexes ⁽¹⁾, et qui nous a été communiqué par M. le Ministre des Finances, indique les fluctuations du taux de la rente dans notre pays et les pays voisins, et ces fluctuations sont telles, qu'elles échappent à toute explication. Impossible à l'esprit le plus avisé de trouver une loi de leurs variations et de les rattacher à des événements ou à des causes nettement déterminés.

La vérité est que le taux de notre rente est très satisfaisant, plus élevé que celui de la plupart des grands pays d'Europe comme le diagramme le montre très nettement, et que personne n'a jamais cru que notre rente pût demeurer au-dessus de la rente française, surtout que dans ce pays où l'épargne est si forte, le Gouvernement soutient la rente de toutes les disponibilités de la Caisse d'épargne.

Comme notre marché financier n'est pas comparable à ceux de Paris ou de Londres pour ses capacités d'absorption, il est bon, quand il est un peu resserré, d'user des bons du Trésor, et il faut ne faire que des travaux d'une utilité indiscutable.

Dans ce qui va suivre, nous démontrerons, au reste, quelle confiance on peut avoir dans l'absolue solidité de notre situation financière.

(1) Voir tableau n° 1 des annexes.

4^e LA DETTE A AUGMENTÉ DANS CES DERNIERS TEMPS
DANS DES PROPORTIONS INUSITÉES ET INQUIÉTANTES.

C'est le grief qui est le plus souvent soulevé et exploité; on essaie, dans un but qui se perçoit aisément, de créer une légende : notre dette augmenterait dans des proportions inconnues jusque là, et le déficit nous guetterait.

Si nous comparions l'augmentation de notre dette avec celle de tous les pays voisins, et avec celle de toutes les grandes villes de la Belgique, combien la comparaison serait en notre faveur. Mais rien n'est même plus faux que cette allégation en ce qui concerne la dette de l'État.

Les gouvernements catholiques qui se sont succédés depuis 1885 ont emprunté beaucoup moins que le gouvernement libéral précédent et ce même absolument et surtout relativement.

En effet, consultant le tableau n° 2 des annexes, on constatera qu'en 1878, à l'arrivée du Gouvernement libéral, la dette consolidée et les bons du Trésor s'élevaient à fr. 1,258,725,648.94, en 1884, à son départ, elle s'élevait à fr. 1,772,048,948.94, d'où une augmentation de 513,323,300 francs pour la période, soit une augmentation annuelle de fr. 85,553,883.30.

Avec pareille augmentation annuelle de la dette, celle-ci, en 1907, dernier exercice pour lequel nous avons les renseignements officiels, eût dû s'élever à fr. 3,825,342,148.11 alors qu'elle ne s'élève qu'à fr. 3,415,631,550.56, soit une différence de plus de 400 millions en faveur de la dernière période !! Cela est décisif.

Mais il importe de pousser plus loin la comparaison. Notre dette, nous l'avons vu, se compose du capital du montant de nos emprunts d'État, du capital correspondant aux annuités que nous avons à payer, des bons du Trésor en circulation ou dettes flottantes, déduction faite de l'encaisse du Trésor et du Portefeuille.

Tous ces chiffres se trouvent, avec quelques recherches, dans la situation du Trésor.

Mais il existe une expression de la dette simple, aisée à trouver sans recherche, qui la représente de la façon la plus exacte, qui en est le vrai baromètre, et aucune expression n'est aussi exacte, car c'est vraiment la mesure du poids de la dette, de sa pesanteur, c'est le chiffre annuel nécessaire pour payer l'intérêt et l'amortissement de toute la dette quel que soit son espèce; c'est, en un mot, le montant du service de la Dette publique, chapitre 1^{er} du Budget.

C'est là une base de discussion à l'abri de toute critique.

Or, en 1878 ⁽¹⁾, à l'arrivée des libéraux, le service de la Dette publique exigeait, pour le paiement des intérêts et l'amortissement de toutes les dettes, une somme de fr. 61,046,256.07. A leur départ, six ans après, en 1884, le même service exigeait une somme de fr. 82,087,016.10 ⁽¹⁾, on avait donc accru la charge de la Dette publique de fr. 21,040,760.03 pour la période, soit une augmentation annuelle de fr. 3,506,793.34 et pour une

(1) Voir tableau n° 3 des annexes.

population moyenne de 5,582,608 habitants une augmentation par tête et par an de fr. 0.63.

La charge qui était donc de fr. 82,087,016.10 en 1884, au départ du gouvernement libéral, est à fin 1907, dernier exercice dont nous ayons les résultats, de fr. 133,048,314.16 ⁽¹⁾, soit une augmentation de fr. 50,961,298.06, soit, pour une période de vingt-quatre ans, une somme annuelle de fr. 2,123,387.42, somme s'élevant, au point de vue absolu, à seulement 70 % du chiffre précédent.

Au point de vue relatif, la population moyenne étant de 6,488,600 habitants, l'augmentation par tête et par an a été de moins de 33 centimes, c'est-à-dire environ 50 % du chiffre précédent.

Cette proportion est aussi décisive.

Mais, pourrait-on objecter, l'augmentation de la dette a été surtout rapide dans la dernière décade; cela est vrai, il a fallu dans ces derniers temps, pour répondre aux nécessités urgentes du commerce et de l'industrie, donner un développement extraordinaire à l'outillage national et faire des dépenses considérables. Mais encore dans ces dernières années la comparaison est avantageuse.

En effet, le service de la dette en 1897, était de fr. 97,840,464.59 ⁽¹⁾, en 1907 il est de fr. 133,048,314.16, il a donc augmenté en dix ans de fr. 35,207,849.57, soit par an et par tête pour une population moyenne de 6,958,101 habitants une augmentation de 54 centimes, soit une augmentation inférieure de plus de 20 % à l'augmentation libérale de 1878 à 1884.

Mesure du poids de la dette sur le contribuable.

Mais à supposer qu'il en eût été ainsi et que la dette eût augmenté dans des proportions considérables, y aurait-il lieu à alarmes et à récriminations? Evidemment non, tout dépend de l'emploi fait des capitaux empruntés, et, si ceux-ci rapportaient plus qu'ils ne coûtaient, l'opération serait excellente.

Nous allons maintenant rechercher ce que la dette pèse vraiment sur le contribuable et nous constaterons, ce qui semble paradoxal, et ce qui n'en est pas moins une vérité incontestable, c'est que le sacrifice que l'on a dû demander aux contribuables pour le service de la dette a diminué considérablement dans ces dernières années.

Il est un moyen très simple, n'exigeant pas de recherches et suffisamment exact, permettant d'établir ce que l'on doit prélever sur l'impôt pour payer les charges de la Dette publique.

Si nous prenons le Budget des Voies et Moyens, nous constaterons que nos ressources appartiennent à quatre grandes subdivisions : 1° les impôts de toute nature ; 2° les péages ; 3° les capitaux et revenus, et 4° les remboursements.

Le 1°, seul, constitue une charge pesant sur les contribuables.

(1) Voir tableau n° 3 des annexes.

Les péages ne sont que le paiement d'un service rendu ; ils ne seraient un impôt déguisé que si le paiement des taxes était trop élevé, ce qui n'existe pas en Belgique, où nous avons, pour ainsi dire, les taxes les plus réduites du monde entier.

Les capitaux et revenus se composent des recettes de nos domaines, des prisons, des revenus des capitaux prêtés et des opérations de la Trésorerie. Tout cela n'est pas évidemment le produit de la Dette publique, telle la bonification de la Banque Nationale et quelques autres libellés de peu d'importance, mais c'est encore bien moins un impôt.

Quant aux remboursements, c'est en quelque sorte un compte d'ordre.

Dans ces conditions, si nous déduisons de la recette brute des péages les dépenses d'exploitation, nous avons la recette nette de ces péages, qui, joints aux capitaux et revenus, constituent avec eux le total des recettes que l'État possède en dehors des impôts. Si nous déduisons ce total du chiffre des charges de la Dette publique, la différence constitue la part que l'État doit demander à l'impôt pour couvrir ces charges.

Des esprits très méticuleux pourront faire observer qu'il y a quelques dépenses à faire pour récupérer les capitaux et revenus, mais ces dépenses sont très faibles et négligeables en présence de la facilité d'application du procédé.

Au reste, nous ne voulons faire qu'un travail de comparaison, et, comme les bases restent les mêmes, la comparaison conserve toute sa rigueur.

C'est dans ces conditions que nous avons établi les tableaux 4 et 5 (voir annexes).

Il en résulte que pendant les six années du gouvernement libéral de 1878 à 1883 les charges payées pour le service de la dette, intérêts et amortissements, se sont élevées à fr. 428,436,182.88 ⁽¹⁾, le montant des recettes nettes des péages et des capitaux et revenus à fr. 277.335,436.35 ⁽²⁾; il a donc fallu demander à l'impôt fr. 151,050,746.33, soit 25 millions 175,124 francs par an, et, comme la population moyenne de la période était de 5,582,608 habitants, la charge qui a pesé sur le contribuable a été de fr. 4.51 par tête d'habitant ⁽³⁾.

Pour la période de 1884 à 1907 (nous nous arrêtons à cette année parce que nous n'avons pas encore les chiffres officiels de la situation du Trésor pour 1908), les charges de la Dette publique ont exigé pour vingt-quatre ans une somme de fr. 2,322,202,925.44 ⁽¹⁾, les péages nets et capitaux et revenus ont rapporté fr. 1,910,892,068,65 ⁽²⁾. Il a donc fallu demander à l'impôt la différence, soit fr. 411,310,856.46, ce qui fait par an 17,137,952 francs, ce qui, pour une population moyenne de 6,488,600 habitants, fait une charge de fr. 2.64 par tête d'habitant ⁽³⁾.

Il en résulte donc que la charge qui a pesé sur le contribuable pendant les vingt-quatre années indiquées a été de fr. 2.64 au lieu de fr. 4.51 soit, seulement de 58 % de ce qu'elle était pendant la période libérale.

(1) Voir tableau n° 3 des annexes

(2) Voir tableau n° 4 des annexes.

(3) Voir tableau n° 5 des annexes.

Mais, objectera-t-on, vous comparez une période de six ans à une période de vingt-quatre ans, or, c'est surtout dans les dernières années que l'on a beaucoup emprunté, et vous noyez les résultats désastreux de ces dernières années dans les résultats meilleurs des premières années.

Ce reproche serait très pertinent, s'il était fondé, mais il n'en est rien, au contraire, les dernières années ont été les plus favorables.

Pour le démontrer, nous avons divisé la période de 1884 à 1907 en quatre périodes sexennales, donc égales à la période de 1878 à 1884, et voici le tableau excessivement intéressant, et on ne peut plus suggestif, qui ressort de cette comparaison.

PÉRIODES.	CHARGES du service de la Dette publique.	PRODUIT net des péages et des capitaux et revenus.	Différences entre les colonnes 2 et 3 donnant la somme qui a été demandée à l'impôt pen- dant la période.	SOMME annuelle demandée à l'impôt.	POPULATION moyenne de la période.	CHARGE demandée à l'impôt par tête et par an.
1	2	3	4	5	6	7
1878 à 1883.	428,386,182 88	277,335,436 55	151,050,746 33	25,175,124 »	5,582,608	4 51
1884 à 1889.	493,953,447 75	372,370,239 03	121,583,208 72	20,262,868 »	5,941,132	3 41
1890 à 1895.	513,462,531 32	419,803,287 49	93,659,243 83	15,609,873 »	6,236,022	2 50
1896 à 1901.	588,779,996 15	486,283,216 81	102,496,779 34	17,082,796 »	6,665,092	2 56
1902 à 1907.	726,006,949 89	632,435,325 32	93,571,624 57	15,595,270 »	7,122,156	2 19

C'est donc la démonstration irréfutable de ce que nous avons avancé.

Nous voyons la charge décroître à chaque période, sauf une légère augmentation de 1896 à 1901, et la charge de la dernière période n'est même plus la moitié de ce qu'elle était en 1878-1884.

Ajoutons que la différence serait encore bien plus forte si l'on tenait compte de la partie des péages qui va au fonds communal.

Si, lors de la suppression des octrois, on avait accordé, comme compensation aux communes, seulement une part dans les impôts de consommation ce qui eût été parfaitement logique, et non une part dans le produit des postes, ce qui ne se comprend à aucun point de vue, les parts demandées à l'impôt eussent été diminuées dans les proportions suivantes ⁽¹⁾ :

Part du produit des postes versée au fonds communal.	
1870-1877 fr.	28,044,110 04
1878-1885	28,177,050 35
1884-1889	35,566,363 93
1890-1895	42,398,520 18
1896-1901	55,225,214 59
1902-1907	73,437,438 69

Dans ces conditions, la part demandée au contribuable dans la période 1902 à 1907 serait inférieure à fr. 0.50.

(1) Voir tableau n° 4 des annexes.

Cette situation va-t-elle perdurer et la charge va-t-elle continuer à décroître? C'est évidemment le secret de l'avenir, cela dépendra du produit net des péages et des capitaux et revenus; nous pouvons déjà dire que l'année 1908, où les péages n'ont pas suivi l'augmentation habituelle, ne sera pas très bonne, mais notablement meilleure que 1907 qui paraît avoir marqué le point le plus bas de la crise; 1909 montre un relèvement considérable, sa recette nette des péages sera de plus de 107 millions; quant à 1910, on peut espérer une recette plus brillante encore.

Il faut aussi remarquer que nous sommes en présence d'un programme de dépenses considérables à faire : les forts d'Anvers, dépense improductive, le port d'Anvers et les travaux hydrauliques, dépenses très productives indirectement, mais dont le revenu direct sera faible, enfin même les dépenses pour travaux pour le chemin de fer, constructions de lignes nouvelles et mise à double voie constitueront des dépenses qui seront de lourdes charges pendant quelques années avant qu'elles ne soient productives.

Il n'y aurait donc rien d'étonnant à ce qu'il se produisît quelques oscillations dans la part que l'on demandera au contribuable pour payer les charges de la dette, mais il est une chose rassurante et consolante, c'est que jamais nous ne devons remonter, et de très loin, aux charges considérables qui ont pesé sur le contribuable de 1878 à 1883.

En effet, il faudrait, pour pousser la charge actuelle de fr. 2.19 à la charge de fr. 4.51, une augmentation de fr. 2.32 par tête, ce qui, sur une population actuelle de 7,500,000 habitants, ferait un accroissement de 17,400,000 francs dans le service de la Dette publique. Cela correspond à un capital de 527,272,727 francs. Il faudrait donc que dans l'espace de six ans nous dépensions plus d'un demi-milliard en travaux complètement improductifs.

Il suffit de citer ce chiffre pour en faire justice.

Conclusions.

1° Notre dette est beaucoup moins élevée comparativement que celle des États voisins et de nos grandes villes;

2° Elle n'a pas augmenté de façon inusitée dans ces derniers temps, et à aucune période la part de la dette consacrée à l'augmentation de notre patrimoine national n'a été, de loin, aussi considérable;

3° Elle a servi à doter notre pays d'un magnifique outillage économique, qui a amené en Belgique un développement extraordinaire de notre industrie et de notre commerce, et qui conservera sa valeur;

4° Son amortissement est effectif et suffisamment rapide, surtout si l'on tient compte de la qualité des travaux effectués et, en outre de ce que l'on a fait sur Budgets ordinaires, c'est-à-dire sans recourir à l'emprunt, 263 millions

de dépenses exceptionnelles et pour plus de 190 millions de travaux provenant de l'excédent des Budgets ordinaires versés à l'extraordinaire ;

5° Enfin toute cette excellente gestion a eu pour conséquence de diminuer dans les vingt-cinq dernières années la charge qui pèse sur le contribuable de fr. 4.51 par tête à fr. 2.19, c'est-à-dire de plus de 51 %.

Il n'y a pas un seul pays en Europe où ce phénomène se soit produit

Le Budget en sections a recueilli les votes suivants :

	Oui.	Non.	Abstentions.
1 ^{re} section . . .	10	4	0
2 ^e — . . .	6	4	0
3 ^e — . . .	10	5	1
4 ^e — . . .	9	4	3
5 ^e — . . .	9	8	0
6 ^e — . . .	9	4	0
	53	26	4

La Section centrale vote le Budget par 5 voix et 2 abstentions, et en propose l'adoption à la Chambre.

Le Rapporteur,
HUBERT.

Le Président,
HARMIGNIE.

ANNEXES.

Bruxelles, le 2 mars 1910.

A Monsieur Hubert, rapporteur de la Section centrale chargée de l'examen du projet de Budget de la Dette publique pour l'exercice 1910.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR,

J'ai l'honneur de vous adresser, à titre d'information, copie de la réponse donnée à une question posée par la Section centrale chargée de l'examen du projet de Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1910.

Agréez, je vous prie, Monsieur le Rapporteur, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Ministre,

JUL. LIEBAERT.

Question.

Le Gouvernement aurait-il l'obligeance de faire connaître à la Section centrale les conditions auxquelles est subordonnée, en pays étranger, l'émission d'emprunts d'autres pays.

Ne croit-il pas qu'il y aurait utilité à prendre certaines mesures pour protéger l'épargne nationale et les valeurs belges contre l'abus des émissions de titres de villes, provinces ou pays étrangers?

Réponse.

En Belgique, la caractéristique du régime en vigueur est que les fonds d'États étrangers émis ou circulant dans le pays jouissent d'une immunité fiscale à peu près complète. D'une part, en effet, le droit de timbre établi par les articles 12 et 14 du Code du timbre n'est exigible que lorsque les titres en question sont présentés volontairement au timbrage ou lorsqu'il en est fait usage en Belgique (même Code, article 15); d'autre part, il est admis que ni l'émission dans notre pays, ni la négociation à la Bourse ne constituent cet usage (voyez déclaration de M. Beernaert, Ministre des

Finances, lors de la discussion au Sénat de l'art. 15 précité, *Ann. parl.*, session 1890-1891, p. 109).

Les renseignements obtenus jusqu'à présent permettent de donner les indications suivantes au sujet du régime fiscal établi en la même matière dans quelques pays :

En *France*, la négociation ou l'exposition en vente de titres de rente, emprunts et autres effets publics des Gouvernements étrangers ne peut avoir lieu sans paiement préalable d'un droit de timbre de 2 p. c. sur la valeur nominale (loi du 28 décembre 1895, art. 5). De plus, toute opération de bourse ayant pour objet l'achat ou la vente, au comptant ou à terme, des dites valeurs donne lieu à la perception, sur le bordereau de l'opération, d'un droit de 5 centimes par 1000 francs du montant de celle-ci calculé d'après le taux de la négociation (loi du 28 avril 1893, art. 28).

En *Allemagne*, sont soumis à un droit de 1 p. c. sur la valeur nominale, les titres de rente et les obligations d'États étrangers lorsqu'ils sont transmis, vendus ou engagés à l'intérieur du territoire fédéral, lorsqu'ils sont l'objet de tout autre acte entre vifs ou donnent lieu à des paiements (loi du 15 juillet 1909, art. 1^{er}).

En *Italie*, les titres d'emprunts étrangers sont soumis, en vertu de la loi du 25 juillet 1909, à un droit de timbre de 1 ou de 2 p. c. de leur valeur nominale, selon qu'ils sont émis par l'État ou bien par des communes, des provinces ou des sociétés. Ils ne peuvent former l'objet d'une opération quelconque ni dans les Bourses de commerce, ni près des Chambres de compensation, banques et instituts, que le droit n'ait été préalablement acquitté.

En *Angleterre*, les Bonds, en général, sont actuellement soumis à un droit de timbre de 1/2 p. c., porté à 1 p. c. dans le budget qui n'a pas été voté par la Chambre des Lords.

Au *Portugal*, les fonds publics étrangers ne peuvent être cotés que moyennant le paiement préalable d'un impôt de 1/2 p. c. sur la valeur nominale.

Le Gouvernement a mis à l'étude un projet de taxation des émissions de titres étrangers qui se font en Belgique.

TABLEAU N° 1

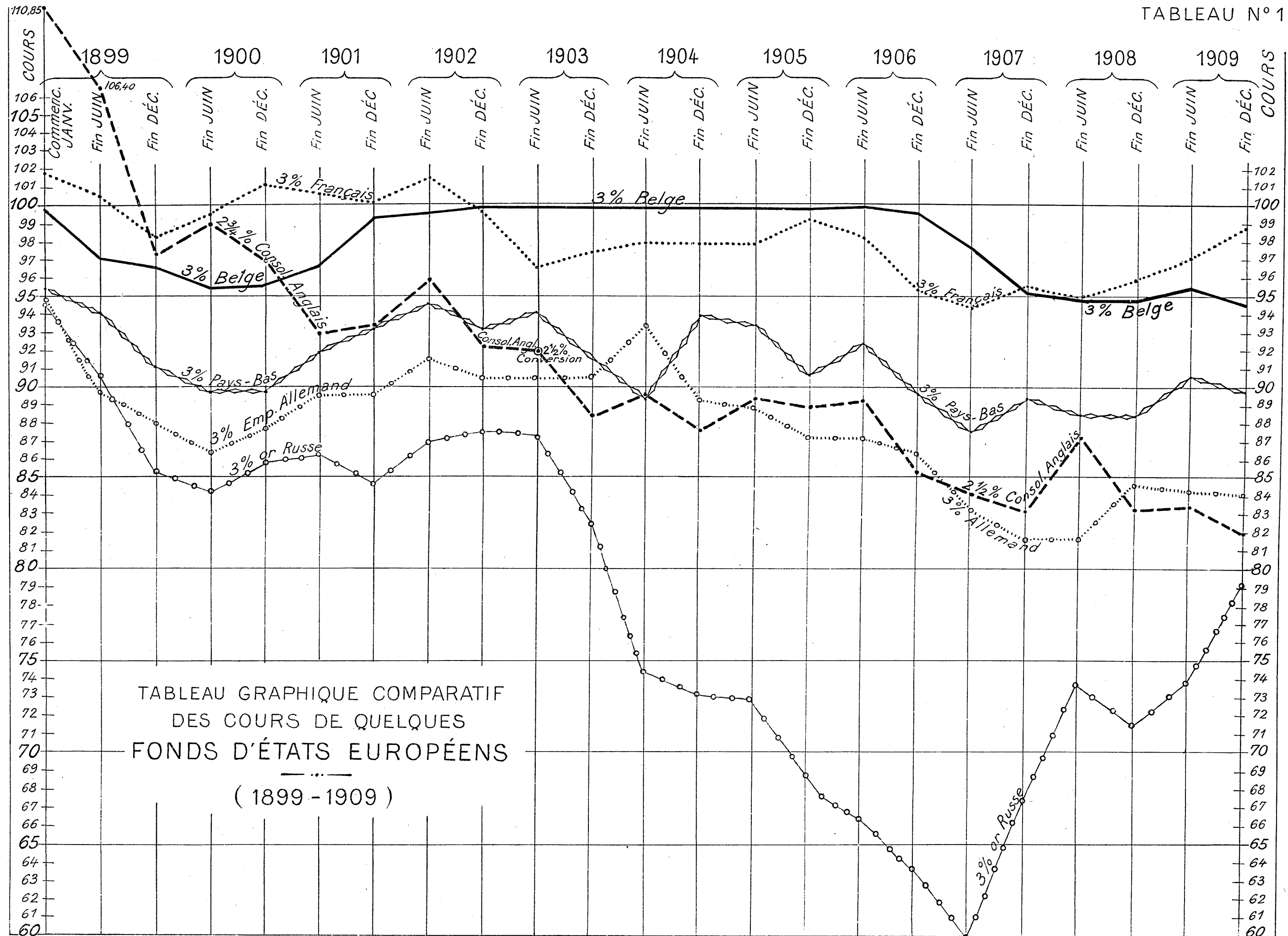


TABLEAU N° 2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

*Situation de la dette consolidée et de la dette flottante au 31 décembre
des années 1870 à 1907.*

SITUATION au 31 décembre	DETTE consolidée.	DETTE flottante.	TOTAUX.
1870	682,880,913 96	3,000 »	682,883,913 96
1871	746,901,713 96	3,000 »	746,904,713 96
1872	737,037,513 96	2,000 »	737,039,513 96
1873	966,920,513 96	2,000 »	966,922,513 96
1874	979,956,113 96	14,587,000 »	994,543,113 96
1875	981,092,148 91	25,002,000 »	1,006,094,148 91
1876	1,033,060,848 91	19,452,000 »	1,072,512,848 91
1877	1,134,316,148 91	33,654,000 »	1,169,970,148 91
1878	1,253,994,648 91	4,731,000 »	1,258,725,648 91
1879	1,275,062,348 91	11,505,000 »	1,286,567,348 91
1880	1,428,270,448 91	1,000 »	1,428,271,448 91
1881	1,443,408,148 91	31,001,000 »	1,474,409,148 91
1882	1,589,438,748 91	40,001,000 »	1,629,439,748 91
1883	1,764,706,848 91	1,000 »	1,764,707,848 91
1884	1,768,022,048 91	»	1,768,022,048 91
1885	1,772,048,948 91	»	1,772,048,948 91
1886	1,901,701,348 91	10,000,000 »	1,911,701,348 91
1887	1,915,846,573 91	20,000,000 »	1,935,846,573 91
1888	1,927,561,473 91	20,000,000 »	1,947,561,473 91
1889	1,973,068,873 91	20,000,000 »	1,993,068,873 91
1890	2,006,564,273 91	20,000,000 »	2,026,564,273 91
1891	2,061,638,523 91	20,000,000 »	2,081,638,523 91
1892	2,127,460,573 91	20,000,000 »	2,147,460,573 91
1893	2,169,730,203 93	20,000,000 »	2,189,730,203 93
1894	2,204,971,347 05	20,000,000 »	2,224,971,347 05
1895	2,226,529,447 05	20,000,000 »	2,246,529,447 05
1896	2,308,497,322 05	»	2,308,497,322 05
1897	2,566,593,475 57	»	2,566,593,475 57
1898	2,603,787,175 57	10,000,000 »	2,613,787,175 57
1899	2,607,081,650 57	53,680,000 »	2,660,761,650 57
1900	2,650,898,150 57	57,651,000 »	2,708,549,150 57
1901	2,778,051,350 57	40,876,000 »	2,818,927,350 57
1902	2,879,394,050 57	14,639,000 »	2,894,033,050 57
1903	2,988,681,750 57	22,576,000 »	3,011,257,750 57
1904	3,117,038,048 12	37,546,000 »	3,154,584,048 12
1905	3,220,934,123 12	25,540,000 »	3,246,474,123 12
1906	3,285,467,050 56	44,030,000 »	3,329,497,050 56
1907	3,364,611,550 56	51,020,000 »	3,415,631,550 56

TABLEAU N° 3.

ROYAUME DE BELGIQUE.

*Tableau des dépenses effectuées de 1870 à 1907 et se rapportant
au service de la Dette publique.*

ANNÉE.	CHARGES DE LA DETTE CONSOLIDÉE.			CHARGES des Bons du Trésor.	ANNUITÉS diverses.	AUTRES charges.	TOTAL du chapitre Ier et des dépenses du chapitre IV y rattachées.
	INTÉRÊTS y compris les servitudes.	AMORTISSEMENT.	TOTAL.				
1870	26,148,763 23	4,249,848 66	30,398,631 89	»	672,330 »	3,000,963 10	34,074,924 99
1871	27,250,646 48	4,350,940 41	31,601,586 89	101,354 88	1,239,330 »	3,687,434 03	36,629,705 80
1872	28,847,752 98	4,428,406 41	33,276,159 39	»	1,390,413 33	2,741,165 33	37,377,738 05
1873	28,510,181 23	2,608,181 16	31,118,362 39	»	2,054,330 »	2,219,143 54	33,391,805 93
1874	35,643,238 22	2,618,891 91	38,262,130 13	753,377 66	6,167,833 »	2,496,283 27	47,679,626 06
1875	38,706,148 22	2,629,734 41	41,335,882 63	465,083 25	6,297,290 »	2,401,526 91	50,499,782 79
1876	36,554,285 22	2,924,077 41	39,478,362 63	1,032,146 65	7,751,890 »	1,479,865 89	49,742,265 17
1877	39,690,328 22	3,481,346 66	43,171,674 88	1,215,500 »	15,274,056 01	1,385,025 18	61,046,256 07
1878	43,244,133 14	3,867,288 41	48,111,421 55	426,000 »	14,332,937 »	1,436,162 61	64,306,521 16
1879	45,765,457 72	3,015,973 45	48,781,431 17	449,126 67	14,357,721 58	1,598,674 17	65,186,953 59
1880	46,864,630 80	4,309,105 16	51,173,735 96	»	14,833,012 »	2,067,715 26	68,074,463 22
1881	50,272,010 30	4,435,236 91	54,707,247 21	625,000 »	15,333,912 »	1,778,595 03	72,444,754 24
1882	52,450,314 30	4,894,177 40	57,344,488 70	2,432,746 46	15,333,397 »	1,175,842 41	76,286,474 57
1883	58,722,348 30	5,483,597 14	64,205,945 45	250,099 95	15,334,092 »	2,296,878 70	82,087,016 10
1884	62,217,165 30	5,698,095 65	67,915,260 95	»	15,333,467 »	1,141,808 12	84,360,536 07
1885	62,376,994 30	6,176,342 66	68,553,336 96	»	14,764,567 »	1,081,412 34	84,399,316 30
1886	66,640,426 36	6,629,481 65	73,269,908 01	124,999 98	11,279,542 »	1,109,223 57	85,783,673 56
1887	64,820,958 53	2,556,826 58	67,377,785 11	458,333 31	11,271,467 »	1,080,810 87	80,188,396 29
1888	62,503,106 88	3,714,105 55	66,217,212 43	472,222 20	11,271,417 »	1,081,558 25	79,042,409 88
1889	63,662,993 31	3,735,631 45	67,398,624 76	423,611 10	11,271,367 »	1,085,512 79	80,179,145 65
1890	65,122,932 58	3,841,870 81	68,964,803 39	475,000 »	11,271,317 »	810,404 49	81,521,524 88
1891	66,583,835 75	3,900,739 25	70,484,575 »	500,000 »	11,269,442 25	934,048 45	83,188,065 70
1892	68,772,242 68	4,025,649 68	72,797,892 36	487,500 »	11,264,542 »	891,298 41	85,441,232 77
1893	70,051,923 44	4,148,595 98	74,200,519 42	475,000 »	12,119,017 »	930,725 80	87,725,262 22
1894	71,103,094 70	4,220,789 70	75,323,884 40	475,000 »	11,869,592 »	803,687 33	88,472,463 73
1895	68,950,941 53	3,944,345 93	72,895,287 46	525,000 »	12,427,375 »	1,266,619 56	87,144,282 02
1896	67,142,299 30	4,368,770 08	71,511,069 38	129,062 50	12,523,089 20	919,926 65	83,083,147 73
1897	75,813,198 95	5,190,753 97	81,003,952 92	»	15,969,427 24	867,084 43	97,840,464 59
1898	76,606,247 89	5,741,266 44	82,317,514 33	»	15,607,555 01	858,408 42	98,783,477 76
1899	77,091,690 65	5,873,116 52	82,964,807 17	1,513,936 93	14,072,881 35	965,961 09	99,517,586 54
1900	77,391,201 65	6,050,491 »	83,441,692 65	2,636,003 50	15,190,230 48	824,064 83	102,091,991 46
1901	81,113,837 15	6,371,531 10	87,485,368 25	1,568,766 13	15,480,704 48	928,489 21	105,463,328 07
1902	84,246,465 65	6,837,189 90	91,083,655 55	414,763 51	15,726,940 48	887,996 39	108,113,355 93
1903	87,036,548 15	7,233,524 50	94,270,072 65	538,723 85	15,842,070 98	787,762 25	111,438,629 73
1904	91,446,411 59	10,590,717 98	102,037,129 57	859,670 75	15,980,590 48	823,115 87	119,700,506 67
1905	94,529,533 71	11,289,042 23	105,818,575 94	699,693 85	16,348,937 48	783,454 80	123,650,662 07
1906	96,942,031 33	11,948,432 70	108,890,464 03	1,078,170 52	19,260,168 48	826,678 30	130,055,481 33
1907	98,915,133 31	12,580,555 50	111,495,688 81	1,461,524 60	19,242,956 48	848,144 27	133,048,314 16

TABLEAU N° 4.

EXERCICES.	TOTAL des recettes du chapitre II du Budget des Voies et Moyens : PÉAGES.	DÉPENSES des chemins de fer, postes, télégraphes et marine y compris les pensions.	RECETTE nette des péages.	TOTAL des recettes du chapitre III du Budget des Voies et Moyens : CAPITAUX ET REVENUS.	TOTAL des colonnes 4 et 5. Recettes nettes de l'État en dehors des impôts.	PART de la recette des postes non comprise dans la colonne 2 et attribuée au fonds communal.
1	2	3	4	5	6	7
1870	50,359,026 94	32,680,958 93	17,678,068 01	8,325,321 83	26,003,389 84	2,897,282 92
1871	67,693,243 23	43,253,314 89	24,439,928 34	8,343,393 77	32,783,322 11	3,273,651 89
1872	68,102,615 88	51,248,296 29	16,851,319 59	7,731,207 49	24,585,527 08	3,485,229 74
1873	71,254,839 95	66,108,335 98	5,146,503 97	11,056,867 »	16,203,370 97	3,245,096 57
1874	87,207,555 54	73,895,737 83	13,311,617 71	9,419,706 43	22,731,324 14	3,641,094 47
1875	86,523,383 86	72,675,750 01	13,847,633 85	9,684,084 81	23,351,718 66	3,768,266 94
1876	90,739,095 42	72,106,797 98	18,632,297 44	10,223,837 99	28,856,135 43	3,751,380 16
1877	97,862,083 49	69,856,107 96	28,005,975 53	9,513,088 23	37,519,063 76	3,982,107 35
8 ans.	619,741,644 31	481,825,299 87	137,916,344 44	74,297,507 55	212,213,851 99	28,044,110 04
1878	101,537,358 91	70,578,943 14	31,258,415 77	9,619,575 97	40,877,991 74	4,122,210 83
1879	107,909,318 92	73,678,054 66	34,231,264 26	9,340,893 46	43,572,157 72	4,384,297 68
1880	121,413,504 87	84,251,961 22	37,161,543 65	10,156,680 76	47,318,224 41	4,533,159 96
1881	120,932,947 46	86,663,880 66	34,269,066 80	11,395,076 73	45,664,143 53	4,837,339 21
1882	127,679,953 71	92,305,907 16	35,374,046 55	12,144,207 61	47,518,254 16	5,030,781 61
1883	130,605,378 61	90,485,334 76	40,120,043 85	12,264,621 14	52,384,664 99	5,269,261 06
6 ans.	710,378,462 48	497,964,081 60	212,414,380 88	64,921,035 67	277,335,436 55	28,177,050 35
1884	129,505,459 83	89,939,506 22	39,565,953 61	11,980,950 09	51,546,903 70	5,482,410 82
1885	129,378,195 85	88,281,250 17	41,096,945 72	16,014,445 70	57,111,391 42	5,684,370 73
1886	127,385,293 70	84,233,166 48	43,152,127 22	17,753,801 09	60,905,928 31	5,834,446 79
1887	134,258,600 72	85,731,591 72	48,527,009 »	16,827,960 23	65,354,969 23	6,062,677 21
1888	141,889,344 33	89,573,014 97	52,316,329 36	15,555,759 47	67,872,088 83	6,167,797 29
1889	147,837,536 83	94,770,677 15	53,066,859 68	16,512,097 86	69,578,957 54	6,334,661 09
6 ans.	810,254,431 30	532,529,206 71	277,725,224 59	94,645,014 44	372,370,239 03	35,566,363 93

EXERCICES.	TOTAL des recettes du chapitre II du Budget des Voies et Moyens : PEAGES.	DÉPENSES des chemins de fer, postes, télégraphes et marine y compris les pensions.	RECETTE nette des péages.	TOTAL des recettes du chapitre III du Budget des Voies et Moyens : CAPITAUX ET REVENUS	TOTAL des colonnes 4 et 5. Recettes nettes de l'Etat en dehors des impôts.	PART de la recette des postes non comprise dans la colonne 2 et attribuée au fonds communal
1	2	3	4	5	6	7
1890	152,665,975 43	105,221,452 07	47,444,523 36	17,570,721 92	65,015,245 28	6,537,076 28
1891	154,965,729 29	105,932 017 93	49,033,711 36	16,825,708 67	65,859,420 03	6,651,471 82
1892	153,367,531 16	103,818,778 69	49,548,752 47	16,507,127 51	66,055,879 98	6 892,677 05
1893	160,224,795 95	103,827,434 50	56,397,361 45	16,547,112 19	72,944,473 64	7,017,856 72
1894	168,187,335 54	109,188,160 47	58,999,175 07	17,203,470 32	76,202,645 39	7,466,983 52
1895	171,065,378 07	115,757,510 62	55,307,867 45	18,417,755 72	73,725,623 17	7,812,454 79
6 ans	960,476,745 44	643,745,354 28	316,731,391 16	103,071,896 33	419,803,287 49	42,398,520 18
1896	177,416,004 82	117,762,830 23	59,653,174 59	12,794,327 78	72,447,502 37	8,093,200 47
1897	188,626,897 22	129,306,168 88	59,320,728 34	14,187,244 04	73,507,972 38	8,531,964 41
1898	207,933,178 32	135,602,775 72	72,350,402 60	14,647,095 83	86,997,498 43	8,887,865 48
1899	226,047,840 74	149,695,264 46	76,352,576 28	15,647,824 12	92,000,400 40	9,439,020 24
1900	232,691,835 87	171,830,801 05	60,861,034 82	21,407,638 72	82,268,673 54	9,912,213 18
1901	232,383,411 66	171,907,735 03	60,475,676 63	18,585,493 06	79,061,169 69	10,360,950 81
6 ans	1,265,119,168 63	876,105,575 37	389,013,593 26	97,269,623 55	486,283,216 81	52,225,214 59
1902	240,931,423 88	167,021,224 76	73,910,199 12	18,176,013 46	92,086,212 58	10,746,004 84
1903	251,879,232 02	167,471,568 40	84,407,663 62	19,208,661 68	103,616,325 30	11,318,346 31
1904	260,722,282 10	172,463,629 61	88,558,652 49	20,044,492 47	108,603,144 96	11,845,473 78
1905	278,844,637 14	192,216,760 56	86,627,876 58	20,963,145 98	107,591,022 56	12,867,664 98
1906	291,482,339 92	201,706,245 65	89,776,094 27	23,945,820 82	113,721,915 09	13,179,565 25
1907	298,976,138 03	222,019,112 45	76,957,025 58	29,859,679 25	106,816,704 83	13,660,383 53
6 ans	1,622,836,053 09	1,122,598,541 43	500,237,511 66	132,197,813 66	632,435,325 32	73,437,438 69
1884 à 1897 24 ans.	4,658,686,398 46	3,174,978,677 79	1,483,707,720 67	427,184,347 98	1,910,892,068 65	206,627,537 39

TABLEAU N° 5.

EXERCICES.	Montant des charges du service de la dette publique.	Produits nets des péages, des capitaux et revenus ou recettes nettes de l'Etat en dehors des impôts.	Différence entre les colonnes 2 et 3, c'est-à-dire sommes que l'Etat doit prélever sur l'impôt pour le service de la dette.	Population d'après l'annuaire statistique de l'intérieur.	Moyenne annuelle de la somme que l'Etat a prélevée sur l'impôt pour le service de la dette.	Moyenne annuelle de la population pendant la période.	Charge annuelle par tête demandée à l'impôt.
1	2	3	4	5	6	7	8
1870	34,071,924 99	26,003,389 84	8,068,535 15	5,087,826			
1871	36,629,705 80	32,783,322 41	3,846,383 69	5,113,680			
1872	37,377,738 05	24,585,527 08	12,792,210 97	5,175,037			
1873	35,391,805 93	16,203,370 97	19,188,434 96	5,253,794			
1874	47,679,626 06	22,731,324 14	24,948,301 92	5,336,634			
1875	50,499,782 79	23,531,718 66	26,968,064 13	5,402,938			
1876	49,742,265 17	28,856,135 43	20,886,129 74	5,336,185			
1877	61,046,256 07	37,519,063 76	23,527,192 31	5,412,731			
8 ans	352,439,104 86	212,213,851 99	140,225,252 87	42,118,825	17,528,156	5,264,853	3 33
1878	61,306,521 16	40,877,991 74	23,428,529 42	5,476,939			
1879	65,186,953 59	43,572,157 72	21,614,795 87	5,536,854			
1880	68,074,463 22	47,318,224 41	20,756,238 81	5,520,009			
1881	72,444,754 24	45,664,143 53	26,780,610 71	5,585,846			
1882	76,286,474 57	47,518,254 16	28,768,220 41	5,655,197			
1883	82,087,016 10	52,384,664 99	29,702,351 11	5,720,807			
6 ans	428,386,182 88	277,235,436 55	151,050,746 33	33,495,652	25,175,124	5,582,608	4 51
1884	84,360,536 07	51,516,503 70	32,843,632 37	5,784,958			
1885	84,599,316 30	57,114,391 42	27,287,924 88	5,853,278			
1886	85,783,673 56	60,905,928 31	24,877,745 25	5,909,975			
1887	80,188,396 29	65,354,969 23	14,833,427 06	5,974,743			
1888	79,042,409 88	67,872,088 83	11,170,321 05	6,030,013			
1889	80,179,115 65	69,578,957 54	10,600,158 11	6,093,798			
6 ans	493,953,447 75	372,370,239 03	121,583,208 72	35,646,755	20,262,868	5,941,132	3 41

EXERCICES	Montant des charges du service de la dette publique.	Produits nets des péages, des capitaux et revenus ou recettes nettes de l'Etat en dehors des impôts.	Différence entre les colonnes 2 et 3, c'est-à-dire sommes que l'Etat doit prélever sur l'impôt pour le service de la dette.	Population d'après l'annuaire statistique de l'intérieur.	Moyenne annuelle de la somme que l'Etat a prélevée sur l'impôt pour le service de la dette.	Moyenne annuelle de la population pendant la période.	Charge annuelle par tête demandée à l'impôt.
1	2	3	4	5	6	7	8
1890	81,521,524 88	65,015,245 28	16,506,279 60	6,069,321			
1891	83,188,065 70	65,859,420 03	17,328,645 67	6,136,444			
1892	85,441,232 77	66,055,879 98	19,385,352 79	6,195,355			
1893	87,725,262 22	72,944,473 64	14,780,788 58	6,262,272			
1894	88,472,163 73	76,202,645 39	12,269,518 34	6,341,958			
1895	87,114,282 02	73,725,623 17	13,388,658 85	6,410,783			
6 ans	513,462,531 32	449,803,287 49	93,659,243 83	37,416,133	15,609,873 »	6,236,022	2 50
1896	85,083,147 73	72,447,502 37	12,635,645 36	6,495,886			
1897	97,810,464 59	73,507,972 38	24,332,492 21	6,586,593			
1898	98,783,477 76	86,997,498 43	11,785,979 33	6,669,732			
1899	99,517,586 54	92,000,400 40	7,517,186 14	6,744,532			
1900	102,091,991 46	82,268,673 54	19,823,317 92	6,693,810			
1901	105,463,328 07	79,061,169 69	26,402,158 38	6,799,999			
6 ans	588,779,996 15	486,283,216 81	102,496,779 34	39,990,552	17,082,796 »	6,665,092	2 56
1902	108,113,355 93	92,086,212 58	16,027,143 35	6,896,079			
1903	111,438,629 73	103,616,325 30	7,822,304 43	6,985,219			
1904	119,700,506 67	108,603,144 96	11,097,361 71	7,074,910			
1905	123,650,662 07	107,591,022 56	16,059,639 51	7,160,547			
1906	130,055,481 33	113,721,915 09	16,333,566 24	7,238,622			
1907	133,048,314 16	106,816,704 83	26,231,609 33	7,317,561			
6 ans	726,006,949 89	632,435,325 32	93,571,624 57	42,672,938	15,595,270 »	7,112,156	2 19
1884 à 1907 24 ans.	2,322,202,925 11	1,910,892,068 65	411,310,856 46	155,726,418	17,137,952 »	6,488,600	2 64

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 MAART 1910.

Begrooting van 's Lands Schuld voor het dienstjaar 1910 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER HUBERT.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting voor 1910 bedraagt fr. 185,461,994.19, zijnde een verhooging, tegenover het vorig dienstjaar, van fr. 7,404,242.83: eenerzijds, eene som van fr. 2,835,208.20 die den interest en de delging van de verhooging der schuld in 1908 vertegenwoordigt; anderzijds, eene som van fr. 3,829,087.93 wegens interest en delging der schuld, in 1909 uitgegeven en in 1910 uit te geven, en, ten slotte, eene som van fr. 739,946.75 voor de pensioensverhoogingen.

Al die verhoogingen worden in de toelichting gerechtvaardigd. De eerste twee posten zijn het gevolg van de uitgaven, door het Parlement gestemd.

Behandeling in de Afdeelingen.

Deze was van zeer korten duur; vier afdeelingen op zes maakten hoegenaamd geene aanmerkingen; door eene Afdeeling werd gevraagd dat men den tekst van artikel 9 meer zou uitbreiden; twee andere brachten enkele aanmerkingen in 't midden betreffende de toeneming van 's Lands Schuld; op deze aanmerkingen wordt verder geantwoord.

(1) Begrooting, n° 4, II.

(2) De Middenafdeeling was samengesteld uit de heeren HARMIGNIE, voorzitter, LEVIE, HYMANS, HUBERT, BERTRAND, MAENHAUT en ORTEGAT.

Middenafdeeling.

Ook in de Middenafdeeling werd de bespreking zeer ingekort.

Ingaande op den wensch, door de tweede Afdeeling uitgedrukt aangaande het gemis van duidelijkheid van artikel 9, richtte de Middenafdeeling tot den heer Minister de volgende vraag :

Vraag.

Verzoek het krediet van artikel 9 zoo omstandig mogelijk, volgens jaar en soort, uit een te zetten.

Antwoord.

Daar de Begroting van 1910 reeds ettelijke maanden vóór het einde van 1909 opgemaakt werd, zoo was het niet mogelijk, de uitgaven betreffende de leeningen van 1909 op te nemen onder de artikelen 5, 6 en 7, die stellige ramingen voorzien.

De uitgaven, in rekening gebracht op het dienstjaar 1909 uit hoofde van deze leeningen, bedroegen . . fr. 3,850,330 35

Voor 1910 zullen die lasten aangroeien met eene som van 1,379,932 05

De uitgaven, in rekening te brengen op 1910 voor leeningen gedurende het jaar 1910, worden geraamd op 2,331,237 60
en die voor Schatkistbiljetten in omloop, op 3,438,500 »

GEHEEL BEDRAG. . fr. 11,000,000 »

*
* *

Een lid merkt aan dat de prijs der rente van vier tot vijf punten gedaald is; men diende daarvan de oorzaak te kennen; hij meent het ten deele te mogen toeschrijven aan het indringen, op de Belgische markt, van tal van titels van vreemde Staten, provinciën of gemeenten, die de kapitalen uitlokken met belofte van hooge renten welke niet altijd volstrekt te betrouwen zijn. Hij stelt voor, Frankrijk's voorbeeld te volgen, de uitgifte van die titels slechts toe te laten mits de machtiging van den Staat en ze met eene belasting te treffen ⁽¹⁾.

Een lid doet uitschijnen dat, ondanks de daling van den prijs onzer rente, de financieele toestand van ons land niet alleen uitnemend, maar zelfs beter

(1) De verslaggever, na vernomen te hebben dat dezelfde quaestie werd behandeld in de Middenafdeeling voor de Begroting van Financiën en deze afdeeling eene vraag gesteld had, heeft den heer Minister van Financiën verzocht hem het antwoord mede te deelen.

Dat stuk is onder de bijlagen opgenomen.

is dan in om 't even welk land van Europa; daar het vaststellen van dien toestand eenen heilzamen invloed kan uitoefenen op den koers, zoo wordt de verslaggever gelast dien toestand te doen uitschijnen.

's Lands Schuld in België.

Er zijn weinig zaken waarover de meeningen, zelfs te goeder trouw, elkaar zoo tegenspreken als over onze schuld. Dit vloeit eenigszins voort uit de moeilijkheid om, zonder opzoekingen, het juiste cijfer te kennen van onze schuld die bestaat: 1^o uit de schuld van vóór 1830 en zonder bepaling van kapitaal; 2^o uit de geconsolideerde schuld; 3^o uit de schuld overeenkomende met de annuïteiten en 4^o uit de vlottende schuld, waarvan, om regelmatig te werk te gaan, zouden dienen afgetrokken te worden de ontleende kapitalen die nog niet werden gebruikt.

Onnoodig erbij te voegen dat, wanneer de politieke driften er zich mede bemoeien, de oneenigheid nog veel grooter wordt.

En nochtans in geen land ter wereld is de toestand zoo goed als hier; onze schuld, alhoewel betrekkelijk hoog, kan met gerust gemoed worden aanschouwd, te meer, zooals wij straks zullen zien, dat de last, dien zij aan de belastingschuldigen oplegt, steeds merkelyk afneemt.

Laten wij de klachten onderzoeken, die men tegen 's Lands Schuld oppert, en ze naar waarde schatten. Zij kunnen gerangschikt worden in vier reeksen:

1^o In den Senaat werd de gedachte vooruitgezet dat er geene Buitengewone Begrooting zou mogen bestaan, en dus ook geene schuld, daar de gewone middelen de gewone uitgaven, alsmede de buitengewone uitgaven moeten dekken;

2^o 's Lands Schuld is billijk, doch zij zou spoediger moeten afgeschreven worden; anderen beweren dat de afschrijving eigenlijk niet bestaat;

3^o Te aanzienlijke uitgifte der Schuld doet den koers dalen en schaadt de goede faam onzer financiën;

4^o De schuld groeit aan op onrustbarende wijze en leidt ons tot den ondergang.

Wij zullen deze vier gedachtenreeksen onderzoeken en bevinden dat de klachten hoegenaamd niet gegrond zijn.

1^o GEENE LANDSSCHULD.

Het ware natuurlijk het ideaal, zoo een land met zijne gewone geldmiddelen, zonder overdreven zware lasten, niet alleen zijne gewone uitgaven kon dekken, maar nog zijne buitengewone werken en gebouwen kon bekostigen; wat prachtige financieele toestand! Waar vindt men echter zulk een land? Op onzen aardbol altijd niet, en, wanneer in België nieuwe

belastingen moesten worden geheven om de buitengewone uitgaven te dekken, kan men licht begrijpen dat dit in het verleden een ongelukkige en voor onze welvaart hoogst schadelijke maatregel ware geweest en dat het thans een onrecht zou zijn.

Schadelijke maatregel.

Inderdaad, wanneer België, na enkele eeuwen onder vreemd bewind te hebben gestaan, in 1830 zijne vrijheid veroverde, had het zijn geest van onderneming en initiatief eenigszins verloren, doch het kenmerk van gezond verstand en voorzichtigheid had het behouden; zijn eerste zorg was toen, zijne nationaliteit op hechten grondslag te vestigen, zijne financiën te versterken, zich een kalm bestaan te verzekeren, en dat was het tijdperk van spaarzaamheid. Het land was trouwens nog niet rijk genoeg om zware lasten te dragen.

Stilaan echter gaf de Belg blijken van zijn werkzin; de nijverheid breidde zich uit en dan ving voor de Regeering de plicht aan, het land uit te rusten om de grootsche uitbreiding te bereiken, die wij thans beleven.

De eer komt het ministerie Malou en Beernaert toe, in 1870 de toekomst van ons land ingezien en den weg gebaad te hebben. Had men toen voor een leening moeten terugschrikken, daar de belasting ontoereikend was om de noodige geldmiddelen te verstrekken, dan had men de werken twintig jaar en onze welvaart een kwart eeuws verdaagd.

Onbillijke maatregel.

Doch, nu wij oogsten wat wij gezaaid hebben en het land des te rijker is, nu wij in de Begroting van 's Lands Middelen hebben vastgesteld dat sedert vijf en twintig jaar ons roerend vermogen bijna verdubbeld is en onze nationale werkkraft verdriedubbeld, nu de bevolking, zonder er onder te lijden, als nieuwe belasting zou kunnen betalen de 100 miljoen die wij aan de leening vragen, moet men thans dien weg opgaan?

Zonder aarzeling antwoord ik : neen! want nieuwe belastingen, hoe gerechtvaardigd ook, zijn altijd onwelkom en elke Regeering heeft den plicht, de bevolking niet te misnoegen.

Ten tweede, ware het een onrecht; de Regeering heeft immers plichten tegenover het tegenwoordig evenals tegenover de volgende geslachten. Zij heeft het recht niet, deze te outlasten om gene te belasten; het tegendeel is echter ook waar. Haar plicht is dus, wanneer zij de komende geslachten eene schuld overmaakt, hun terzelfder tijd middelen na te laten, die van hen geene grootere opofferingen vergen dan van de vorige geslachten. Onder n° 4 zullen wij zien hoezeer deze beginselen werden geëerbiedigd en hoezeer de toestand in den jongsten tijd verbeterd is.

Ten slotte, brengt, zelfs in het huidig tijdperk van welvaart, groote

verhooging van lasten altijd achteruitgang teweeg; de belastingschuldige kan het geld niet bekomen tegen dezelfde rente als de Staat.

Het ware, eindelijk, te vreezen dat de talrijke en gewichtige, zoo onontbeerlijke werken, welke wij aan onze spoorwegen, onze havens en onze vaarten nog moeten uitvoeren, zeer schadelijke vertragingsen zouden onder vinden, indien men moest rekenen op gewone ontvangsten die niet vast zijn. Daardoor zou men onze welvaart in gevaar brengen.

Dat alles schijnt mij het bestaan te wettigen van eene Openbare Schuld, zooals er overigens in alle landen eene bestaat.

2° ONTOEREIKENDE DELGING.

Welke beginselen moeten de delging van 's Lands Schuld beheeren?

't Is zonneklaar dat de duur van die delging moet veranderen volgens den aard der uitgave gedekt met de leening.

Indien de uitgave het vermogen van het land, althans niet op gevoelige wijze, heeft vermeerderd, dan moet zij zoo spoedig mogelijk gedelgd worden. Dat is het geval met de uitzonderlijke uitgaven; welnu, sedert 1895 heeft de heer de Smet die uitgaven opgenomen in de Gewone Begrooting; ze bedroegen fr. 263,018,551.43 en werden derhalve gedelgd terzelfder tijd als ze tot stand kwamen.

De uitgaven, die 's Lands rijkdom vermeerderen, moeten derwijze worden gedelgd dat het kapitaal opnieuw samengesteld zij, wanneer de uitgevoerde werken buiten gebruik of zonder waarde zullen zijn. Het spreekt vanzelf dat zij moeten onderhouden worden door de middelen der Gewone Begrooting.

Die beginselen zijn bestand tegen alle betwisting en werden nooit zoo trouw nageleefd als sedert 25 jaar.

Immers, onder de liberale Regeering van 1878 tot 1883, werd niet alleen de delging geschorst, maar men moest van de leeningen eene som van fr. 58,967,777.56 nemen om te voorzien in het tekort der Gewone Begrootingen. Toen waren de beknibbelingen volkomen gegrond. Sinds echter werd steeds tot de delging overgegaan.

Tot in 1903 bedroeg de delgingsdotatie fr. 0.20, zooals zij was voorzien door de leeningswet; de heer de Smet verhoogde ze, in 1903, tot fr. 0.30. Daarenboven, wanneer, op sommige jaren, 's Lands rente boven pari stond en dus de delgingsdotatie onnoodig maakte, werden die gelden, in stede van opgenomen te worden in de Begrooting zooals vroeger gebeurde, opgenomen in de Buitengewone Begrooting en door dit feit zelf geschiedde de delging op onrechtstreeksche wijze.

Wat kan er tegen die doenwijze ingebracht worden?

Dat geldt voor de eigenlijke schuld; wat betreft de schuld voortkomende uit de annuïteiten, is de delging begrepen in de annuïteit, zij verschilt met iedere soort annuïteit en is veel vlugger dan voor de geconsolideerde schuld.

Inderdaad, voor 1907 is in de annuïteit van fr. 16,373,159.98 eene som begrepen van fr. 12,018,389.12 als interest van het kapitaal der annuïteiten en eene som van fr. 4,354,770.86 voor de delging daarvan; deze delging geschiedt dus meer dan twee en halfmaal vlugger dan die voor de eigenlijke schuld. Uit de tabel der annuïteiten blijkt dat binnen veertig jaar het grootste gedeelte der annuïteiten zal verdwenen zijn en dat onze schuld naar evenredigheid zal verlicht zijn.

De huidige delging beantwoordt dus aan wat men het recht heeft te eischen.

Fictieve delging.

Sommigen, die enkel aan theorie doen, beweren dat, vermits de schuld steeds toeneemt, er geen delging geschiedt.

Om die vitters gelijk te geven, zou men moeten ophouden te leenen en dan zou de schuld verminderen; doch wij stelden reeds vast welke noodlottige gevolgen een stilstand in de werken hebben zou.

Overigens, hoe kan men ernstig beweren dat de delgingsdotatie, die meer dan 15 miljoen frank bedraagt, zelfs al werd zij werkelijk niet aangewend om titels ter markt in te koop en al werd zij opgenomen in de Buitengewone Begroting, niet belet eene som van gelijk bedrag te ontleenen en bijgevolg de schuld tot dit bedrag vermindert en delgt? Is het noodig dat men onder de oogen van het volk overga tot de zonderlinge verrichting, eenerzijds, 100 miljoen rentetitels uit te geven en, anderzijds, er voor 15 miljoen in te koop? Dat is niet ernstig.

Ernstiger, doch enkel in schijn, komt mij de bewering voor, als zou de delging slechts, ten minste gedeeltelijk, eene schijndelging zijn; men beweerde, inderdaad, dat er bij den spoorweg, die het grootste gedeelte van onze schuld opslurpt, geen delging gebeurde voor de oude toestellen, gebouwen of voorwerpen, vervangen door nieuwe welke natuurlijkerwijze in rekening worden gebracht als kosten van eerste inrichting.

Dat zijn verkeerde handelingen die vóór meer dan vijf en twintig jaar konden gelden, doch, toen de heer Van den Peereboom Minister van Spoorwegen werd, maakte hij daar een einde aan en bracht men als kosten van eerste inrichting in rekening enkel het verschil van waarde tusschen het vervangen voorwerp en het nieuwe voorwerp. Verder, daar sommige werken tot vergrooting of verandering moesten beschouwd worden gedeeltelijk als onderhoudswerken en gedeeltelijk als nieuwe inrichtingen, trok de heer de Smet een bijzonder krediet van één miljoen uit op de Gewone Begroting tot dekking van het gedeelte der uitgaven die ten laste van de exploitatie vallen.

Wat het materieel betreft, het wordt zelfs dubbel getelgd, namelijk als deel uitmakende van de algeheele schuld en verder, als het versleten is, door de hernieuwing op kosten van de exploitatie.

Overigens, zij die, ongeloovig in weerwil van de feiten, wenschen nog

meer gerustgesteld te worden, behoeven enkel het jaarverslag der spoorwegen over het dienstjaar 1908 open te slaan om vast te stellen dat, moest het Staatsnet toebehooren aan één of meer maatschappijen en moest de Staat de bedingen van afkoop, in de akten van concessie vervat, jegens die maatschappijen toepassen, hij, in dit geval, voor die naasting zou moeten betalen — en wel uitsluitend voor den tijd die nog moet verlopen tot het vervallen van elke concessie — eene som van 2,637,906,236 frank, zijnde eene som die met meer dan 147 millioen het kapitaal overschrijdt, dat werkelijk werd uitgegeven volgens de rekeningen der Thesaurie. Daarenboven, werd er, volgens de rekeningen van den spoorweg, eene delging gedaan van fr. 320,863,402.92, buiten de delging van het versleten materieel vervangen op kosten van de exploitatie; dat geeft aan onze Belgische spoorwegen eene waarde die met meer dan één half milliard overschrijdt wat zij gekost hebben.

Dat moet volstaan om de meest vreesachtigen gerust te stellen.

Mogelijke waardevermindering van ons vermogen.

Op nog eene andere opwerping dient te worden geantwoord. Maar, zegt men, de spoorweg, die de twee derden van 's Lands Schuld uitmaakt, bezit thans eene onbetwistbare waarde; zou hij echter, ten gevolge van nieuwe uitvindingen, zijne waarde niet gansch of gedeeltelijk kunnen verliezen? Immers, 's menschen vernuft is zoo vindingrijk en de vooruitgang kent paal noch perk.

Ons dunkt dat, hoe groot ook de vooruitgang zij in zake van vervoer, het voornaam gedeelte van onze spoorwegen zijne waarde zal behouden. Immers zelfs niet met de stoutste inbeelding, hoe diep doordacht zij ook weze, kan men het oogenblik voorzien waarop het vervoer van de zware vrachten niet meer zal geschieden op den grond, en de meeste beoefenaar der vliegkunst ziet nog niet, zelfs niet in zijne inbeelding, ijzer en kolen door luchtschepen vervoerd. Dus zal er, te allen tijde, op den grond een spoor moeten zijn voor het nieuwe vervoermiddel, alsmede kunstwerken en statien voor het op- en afstappen; welnu, dat alles vertegenwoordigt drie vierden tot vier vijfden van de waarde onzer spoorwegen.

Wat het trek- en vervoermaterieel betreft, dat zou moeten veranderd of hermaakt of verkocht worden indien eene dier wondere uitvindingen, die eene nijverheid gansch ommekeeren, tot stand komt, het zou den tijd hebben om gansch versleten te geraken vooraleer de fabrieken den tijd zouden gevonden hebben om het nieuwe materieel te verschaffen aan al onze lijnen; die vervanging zou nog op geen tien jaar gedaan zijn, en bij de spoorwegen zijn er altijd lijnen en werken waarvoor men oud materieel kan bezigen.

Doch laten wij, bij overdrevene onderstelling, aannemen dat eene van die wondere uitvindingen ontstaat — eenvoudig, gemakkelijk en geschikt om dadelijk te worden toegepast —, dan zouden de spoorwegen eenvoudig

verkeeren in den toestand van eene nijverheid waarvoor eene splinter-nieuwe machine wordt uitgevonden. De zaakvoerder berekent eenvoudig of de winst, die de toepassing ervan zal opleveren, van aard is om hem zijn oude machine te doen aanzien als oud ijzer en de delging van zijne inrichting spoedig te doen inwinnen; zoo ja, dan doet hij de verandering spoedig en anders doet hij die stil aan.

Daaruit blijkt dat hoegenaamd geen reden bestaat om bevreesd te zijn.

3° VERMINDERING VAN DEN PRIJS DER RENTE.

Daar de prijs der Belgische rente sedert drie of vier jaar met eenige eenheden is verminderd, werd in de Afdeelingen de vraag geopperd of die vermindering niet te wijten is aan het uitgeven van te groote hoeveelheden rentetitels en of het niet beter ware dat uitgeven te staken om elke verdere prijsdaling te voorkomen.

Biedt men ter markt zulke groote hoeveelheid rentetitels aan dat men ze lastig aan den man kan brengen, dan kan ongetwijfeld eene daling daaruit voortspruiten : het is eene quaestie van vraag en aanbod; maar de daling van den prijs der rente is hoegenaamd geen bewijs dat ons krediet is verminderd; daaruit blijkt eenvoudig dat de huur van het geld is gerezen en dat de kapitalen eene voldoende zekerheid en een hoogere rente vinden in andere ondernemingen.

De kapitalen uit Frankrijk, die op zeker oogenblik ons land overstroonden uit vrees voor de inkomstenbelasting, hebben den koers opgejaagd, doch daarna, aangelokt door andere meer voordeelige beleggingen, zijn ze ietwat van België afgewend geworden.

Anderdeels, waren de Belgische kapitalen, die zulke harde lessen kregen in Rusland, veel voorzichtiger geworden; dat kwam opnieuw ten goede aan de rente. Thans worden de kapitalen weeral afgetrokken door verlokken- de beleggingen, de prijs van het geld is wederom gestegen.

Dat is de verklaring van het feit; wij zullen echter de klanten zien terugkomen, die eene groote zekerheid eischen als eerste voorwaarde voor hunne geldbeleggingen.

Wat dient intusschen te worden gedaan? Moet men elke uitgifte inhouden om den koers te doen stijgen? Dan zou men de werken in het land stilleggen, een aanzienlijk nadeel berokkenen aan nijverheid, handel en werklieden, onze welvaart stremmen waardoor men innen kan de belastingen die er noodig zijn, en duizendvoudig zelfs, om die lichte stijging van den prijs van het geld te betalen; zij zelf, die dergelijke zaken voorstellen, zouden de verantwoordelijkheid daarvan niet durven aannemen.

Overigens, de prijs der rente hangt af van zulke verscheidene omstandigheden dat ze moeilijk te vatten zijn. Het zeer belangwekkend diagram, in de bijlagen opgenomen ⁽¹⁾ en door den heer Minister van Financiën,

(1) Zie tabel n° 1 der bijlagen.

medegedeeld, wijst de schommelingen aan van den prijs der rente in ons land en in de naburige landen, en die schommelingen doen zich voor op een wijze die men niet verklaren kan. De vernuftigste mensch is niet bekwaam om de wet der schommelingen te bepalen en ze in verband te stellen met duidelijk bepaalde gebeurtenissen of oorzaken.

De waarheid is, dat de prijs van onze rente uiterst bevredigend moet heeten en hooger staat dan die van meest al de groote landen van Europa, zooals zeer duidelijk blijkt uit het diagram; niemand heeft ooit gedacht dat onze rente kan hooger blijven dan de Fransche rente, te meer daar in dat land, waar zooveel wordt gespaard, de Regeering de rente steunt met al de beschikbare gelden der Spaarkas.

Daar onze geldmarkt niet te vergelijken is bij die van Parijs of van Londen met het oog op het gemak van verkoop, is het goed, wanneer het er eenigszins spant, Schatkistbiljetten uit te geven, en men dient enkel werken uit te voeren, waarvan het nut onbetwistbaar is.

Overigens, wij zullen verder bewijzen welk vertrouwen men kan stellen in de volstrekte zekerheid van onzen financieelen toestand.

4^o DE SCHULD IS, IN DE JONGSTE TIJDEN, IN BUITENGEWONE EN ONRUSTBARENDE MATE AANGEGROEID.

Dat is het bezwaar hetwelk meestentijds wordt aangevoerd en waarop men het meest steunt; men tracht, met een inzicht dat men zonder moeite verklaren kan, eene legende in 't leven te roepen: onze schuld zou tot nu toe op ongehoorde wijze aangroeien, en het tekort zou voor de deur staan.

De vergelijking van de toeneming onzer schuld met die van al de naburige landen en van al de groote steden in België zou gansch ten onzen gunste uitvallen. Niets echter is min gegrond dan die bewering betreffende de Staatsschuld.

De katholieke Regeeringen, die elkaar opvolgden sedert 1885, hebben veel minder ontleend dan de vroegere liberale Regeering: dat is waar zelfs in volstrekt en vooral in betrekkelijk opzicht.

Tabel n^o 2 van de bijlagen stelt immers vast dat de geconsolideerde schuld en de Schatkistbiljetten, in 1878, bij het optreden van de liberale Regeering, fr. 1,258,725,648.91 bedroegen en, in 1884, bij haar aftreden, fr. 1,772,048,948.91; dat is dus eene vermeerdering van 513,323,300 frank, of eene jaarlijksche toeneming van fr. 85,553,883.30.

Met dergelijke jaarlijksche vermeerdering der schuld, zou deze laatste, in 1907 — zijnde het laatste dienstjaar waarover wij officieele inlichtingen bezitten — fr. 3,825,342,148.11 moeten bereiken; zij bedraagt echter slechts fr. 3,415,631,550.56 en er is bijgevolg een verschil van meer dan 400 millioen ten voordeele van het laatste tijdvak!! Dat is een afdoende bewijs.

Doch wij behoeven verder te gaan in de vergelijking. Onze schuld, zooals wij gezien hebben, bestaat uit het kapitaal onzer Staatsleeningen, uit het kapitaal overeenstemmende met de annuïteiten die wij betalen moeten, alsmede uit de in omloop zijnde Schatkisbiljetten of vlottende schulden, na aftrek van het inkas der Schatkist en der Portefeuille.

Mits enkele opzoekingen, kan men al die cijfers vinden in den staat van de Schatkist.

Er bestaat evenwel eene uitdrukking der eenvoudige schuld, die gemakkelijk en zonder opzoekingen te vinden is, die de schuld hoogst nauwkeurig te kennen geeft en, als 't ware, de echte barometer daarvan is; eene uitdrukking die juister is dan om 't even welke andere, want zij geeft de echte maat op van de zwaarte en van de drukking der schuld: wij bedoelen de som die er elk jaar noodig is om den interest en de aflossing te betalen van geheel de schuld, van welken aard zij ook weze; kortom, het bedrag van den dienst van 's Lands Schuld, hoofdstuk I van de Begrooting.

Dat is een grondslag van bespreking, waartegen men geen bezwaren kan aanvoeren.

Welnu, in 1878 ⁽¹⁾, toen de liberalen aan 't bewind kwamen, vergde de dienst van 's Lands Schuld, voor het uitbetalen van de interesten en de delging van al de schulden, de som van fr. 61,046,236.07. Bij hun aftreden, zes jaar later, in 1884, eischte dezelfde dienst de som van fr. 82,087,016.40 ⁽¹⁾; zoodat zij den last van 's Lands Schuld, voor dit tijdvak, hadden vermeerderd met fr. 21,040,760.03, zijnde eene jaarlijksche verhooging van fr. 3,506,793.34 en, voor eene gemiddelde bevolking van 5,582,608 inwoners, eene verhooging van fr. 0.63 per inwoner en per jaar.

De last die, in 1883, bij het aftreden van de liberale Regeering, fr. 82,087,016.40 bedroeg, bereikte op het einde van 1907, laatste dienstjaar waarvan wij de uitkomsten kennen, fr. 133,048,314.46 ⁽¹⁾; er is dus eene verhooging van fr. 50,961,298.06 of, voor dit tijdvak van vier en twintig jaren, eene jaarlijksche som van fr. 2,123,387.42, welke som, volstrekt beschouwd, slechts neerkomt op 70 % van de voorgaande.

Betrekkelijk beschouwd, en daar de gemiddelde bevolking 6,488,600 inwoners bedraagt, was die verhooging per inwoner en per jaar nog minder dan 33 centiemen, m. a. w. ongeveer 50 % van het vorige cijfer.

Deze verhouding is insgelijks afdoende.

Men zou echter kunnen opwerpen dat de schuld vooral snel aangroeide in den loop der laatste tien jaren; dat is waar; want, om in de dringende behoeften van handel en nijverheid te voorzien, moest men, in de jongste tijden, 's Lands uitrusting buitengewoon uitbreiden en zich aanzienlijke uitgaven getroosten. Niettemin valt de vergelijking, zelfs in deze jongste jaren, uit ten onzen gunste.

⁽¹⁾ Zie tabel n^o 3 der bijlagen.

De dienst der schuld bedroeg immers, in 1897, fr. 97,840,464.59 ⁽¹⁾ en, in 1907, fr. 133,048,314.46, dus eene verhooging, in tien jaar, van fr. 35,207,849.57, of, per jaar en per inwoner, voor eene gemiddelde bevolking van 6,958,101 inwoners, eene verhooging van 51 centiemen; deze verhooging is dus ruim 20 %, beneden de verhooging onder de liberale Regeering, van 1878 tot 1883.

Hoe zwaar de schuld op den belastingschuldige drukt.

Doch, al moest het zoo zijn en al moest de schuld op eene aanzienlijke wijze toenemen, zou men daarom moeten kermen en klagen? Ongetwijfeld neen; want alles hangt af van het gebruik der ontleende kapitalen; brachten deze laatste meer op dan zij kostten, dan was het eene uitnemende verrichting.

Nu zullen wij nagaan hoe zwaar de schuld wezenlijk op den belastingschuldige drukt; wij zullen vaststellen — het komt voor als eene tegenstrijdigheid, doch het is eene onbetwistbare waarheid — dat de opoffering, die men aan de belastingschuldigen opleggen moest, merkelyk verminderde in den loop der jongste jaren.

Er bestaat een eenvoudig middel, dat geene opzoekingen vergt, doch nauwkeurig genoeg is, om vast te stellen wat van de belastingen moet worden afgehouden ter uitbetaling van de lasten van 's Lands Schuld.

Uit de Begrooting van 's Lands Middelen blijkt dat onze geldmiddelen kunnen ingedeeld worden in vier voornamen klassen: 1° belastingen van allen aard; 2° weggelden; 3° kapitalen en inkomsten, en 4° terugbetalingen.

Nummer 1 alleen is een last die op de belastingschuldigen weegt.

Weggelden zijn slechts vergoedingen voor bewezen dienst; men zou ze enkel als belasting kunnen aanschouwen, indien zij te hoog waren, wat niet het geval is in België, waar men, om zoo te zeggen, de minste belastingen heeft van gansch de wereld.

Kapitalen en inkomsten bestaan uit de ontvangsten onzer domeingoeederen, gevangenhuizen, inkomsten van geleende gelden en verrichtingen der Schatkist. Dit alles is ongetwijfeld geene opbrengst van 's Lands Schuld, zooals het aandeel in de winst van de Nationale Bank en enkele andere sommen van weinig belang, maar het is nog veel minder eene belasting.

Wat betreft de terugbetalingen, zij maken, om zoo te zeggen, eene rekening uit voor order.

Onder die omstandigheden, zoo wij de bedrijfskosten aftrekken van de bruto-opbrengst der weggelden, bekomen wij de netto-opbrengst van die

(1) Zie tabel n° 3 van de bijlagen.

weggelden, die, gevoegd bij de kapitalen en inkomsten, te zamen het geheel bedrag der ontvangsten uitmaken ten bate van den Staat, buiten de belastingen. En zoo wij de lasten van 's Lands Schuld aftrekken van dit geheel bedrag, dan bekomen wij het aandeel dat de Staat in belastingen lichten moet om die lasten te bestrijden.

Spitsvondige lieden kunnen doen opmerken dat het ontvangen van kapitalen en inkomsten aanleiding geeft tot enkele kosten; doch die kosten zijn zeer gering en dienen niet in aanmerking te komen, gezien het gemak waarmede zulks geschiedt.

't Is, overigens, slechts eene vergelijking die wij maken; en, daar de grondslagen dezelfde blijven, blijft de vergelijking volkomen juist.

't Is alzoo dat wij de tabellen 4 en 5 (zie de bijlagen) hebben opgemaakt.

Daaruit blijkt dat gedurende de zes jaren der liberale Regeering, van 1878 tot 1883, de lasten, betaald voor den dienst der Schuld, voor interesten en aflossingen, fr. 428,436,182.88 ⁽¹⁾ bedroegen; de netto-ontvangsten uit hoofde van weggelden, van kapitalen en inkomsten bedroegen fr. 277 miljoen 335,436.35 ⁽²⁾; dus moesten de belastingen fr. 151,050,746.33 opleveren, zijnde 25,175,124 frank per jaar, en, daar de gemiddelde bevolking van dit tijdvak 5,582,608 inwoners bedroeg, was de last, die op den belastingschuldige drukte, fr. 4.51 per inwoner ⁽³⁾.

Voor het tijdvak 1884-1907 (wij gaan niet verder dan dit jaar, omdat wij over den toestand der Schatkist in 1908 nog geen officieele cijfers bezitten) moesten voor de lasten van 's Lands Schuld, voor een termijn van vier en twintig jaren, fr. 2,322,202,925.11 uitgegeven worden ⁽¹⁾; de netto-weggelden, de kapitalen en inkomsten brachten fr. 1,910,892,068.65 op ⁽²⁾. Het verschil moest dan door de belasting geleverd worden, met name fr. 411,310,856.46, hetgeen gelijkstaat, per jaar, met 17 miljoen 137,952 frank en, voor eene gemiddelde bevolking van 6,488,600 inwoners, met een last van fr. 2.64 per inwoner ⁽³⁾.

Daaruit blijkt dus dat de last, die op den belastingschuldige drukte in gemeld tijdsverloop van vier en twintig jaren, fr. 2.64 bedroeg in plaats van fr. 4.51, of slechts 58 % van den last gedurende het liberale tijdvak.

Men zal ons echter antwoorden: gij vergelijkt een tijdvak van zes jaren met een van vier en twintig jaren, welnu, het is vooral in de jongste jaren dat men groote leeningen aanging, en alzoo vermengt gij de noodlottige uitkomsten dezer jongste jaren met de betere van de eerste jaren.

Dit verwijt ware afdoende, indien het gegrond was; maar zoo is het niet, want deze laatste jaren waren integendeel de voordeeligste.

Om zulks te bewijzen, hebben wij het tijdvak 1884-1907 verdeeld in vier zesjarige termijnen, die dus even lang zijn als het tijdvak 1878-1884.

(1) Zie tabel n^o 3 der bijlagen.

(2) Zie tabel n^o 4 der bijlagen.

(3) Zie tabel n^o 5 der bijlagen.

Deze vergelijking geeft aanleiding tot de hieronderstaande hoogst belangrijke en uiterst leerrijke tabel.

TIDVAKKEN.	LASTEN van den dienst van 's Lands Schuld	NETTO-OPBRENGST der weggelden, kapitalen en inkomsten	Verskil tusschen de kolommen 2 en 3, met op- gave der som- men, door de belasting opge- leverd gedu- rende het zelf- de tijdvak.	Jaarlijksche som gevergd van de belasting.	Gemiddelde bevolking van het tijdvak	LAST gevergd van de belasting per inwoner en per jaar
	2	3	4	5	6	7
1878 tot 1883.	428,386,182 88	277,335,436 55	151,050,746 33	25,175,124 »	5,582,608	4 51
1884 tot 1889	493,953,447 75	372,370,239 03	121,583,208 72	20,262,868 »	5,941,132	3 41
1890 tot 1895	513,462,531 32	419,803,287 49	93,659,243 83	15,609,873 »	6,236,022	2 50
1896 tot 1901.	588,779,996 15	486,283,216 81	102,496,779 34	17,082,796 »	6,665,092	2 56
1902 tot 1907.	726,006,949 89	632,435,325 32	93,571,624 57	15,595,270 »	7,122,156	2 19

Dat is het onweerlegbaar bewijs van wat wij bevestigden.

De last vermindert van tijdvak tot tijdvak, met uitzondering eener kleine verhooging van 1896 tot 1901, en de last van het laatste tijdvak bedraagt zelfs nog niet de helft van wat hij bedroeg in 1878-1884.

Voëgen wij erbij, dat het verschil nog veel grooter zijn zou, moesten wij rekening houden met het deel der weggelden, dat in het gemeentefonds wordt gestort.

Had men, bij het afschaffen der octrooirechten, aan de gemeenten, een aandeel in de belastingen op het verbruik afgestaan als vergoeding, wat zeer logisch ware geweest, in plaats van een aandeel in de opbrengst van de posterijen, wat hoegenaamd niet te begrijpen is, dan hadden de sommen, door de belasting verschaft, verminderd als volgt ⁽¹⁾:

Aandeel van de opbrengst der Posterijen,
in het gemeentefonds gestort

1870-1877	fr. 28,044,110 04
1878-1885	28,177,050 35
1884-1889	35,566,363 93
1890-1895	42,398,520 18
1896-1901	55,225,214 59
1902-1907	73,437,438 69

Onder die omstandigheden zou het deel ten laste van den belastingschuldige gedurende het tijdvak 1902 tot 1907 minder bedragen dan fr. 0.50.

Zal die toestand blijven duren en de last steeds meer verminderen? Dat is natuurlijk het geheim der toekomst en dat zal afhangen van de netto-opbrengst der weggelden, kapitalen en uitkomsten; reeds mag worden

(1) Zie tabel n^o 4 der bijlagen.

gezegd dat het jaar 1908, hetwelk de gewone verhooging van weggelden niet verschafte, niet heel goed zijn zal; het zal echter merkkelijk beter zijn dan 1907, toen de crisis haar toppunt bereikte. In het jaar 1909 komt eene aanzienlijke verhooging voor: de netto-opbrengst der weggelden zal voor dit jaar 107 miljoen overschrijden; voor 1910 mag men eene nog meer schitterende ontvangst verwachten.

Er dient ook te worden opgemerkt dat wij staan tegenover een programma van aanzienlijke uitgaven: de vestingen van Antwerpen, eene niets opbrengende uitgave; de haven van Antwerpen en de waterwerken, onrechtsreeksche, doch veel voortbrengende uitgaven, al zal het rechtstreeksch inkomen ervan gering zijn; eindelijk, zelfs de uitgaven voor werken aan den spoorweg, het leggen van nieuwe lijnen en van dubbelspoor zullen gedurende enkele jaren, alvorens winst af te werpen, zware lasten zijn.

Het ware dus niet te verwonderen, moest het aandeel, dat den belastingsschuldige zal worden opgelegd om de lasten van de schuld te betalen, enkele schommelingen ondergaan. Doch wat ons mag geruststellen en troosten, is, dat wij de aanzienlijke lasten, die, van 1878 tot 1883, op de belastingsschuldigen drukten, in verre na niet zullen bereiken.

Immers, om den huidige last van fr. 2.19 te doen stijgen tot fr. 4.51, zou eene verhooging van fr. 2.32 per inwoner noodig zijn, wat, voor de huidige bevolking, namelijk 7,500,000 inwoners, zou gelijkstaan met eene verhooging van 17,400,000 frank in den dienst van 's Lands Schuld. Deze som vertegenwoordigt een kapitaal van 527,272,727 frank. Bijgevolg zouden wij, op den tijd van zes jaar, meer dan een half milliard besteden aan werken die hoegenaamd niets voortbrengen.

Dit cijfer alleen bewijst dat er niet aan te denken valt.

Gevolgtrekkingen.

1^o Onze schuld is, bij vergelijking, in verre na niet zoo groot als die van de naburige landen en van onze groote steden;

2^o In de jongste tijden is zij niet op buitengewone wijze vermeerderd, en in om 't even welk tijdvak was het aandeel van de schuld, besteed aan de vermeedering van 's Lands vermogen, in verre na niet zoo aanzienlijk;

3^o Zij heeft gediend om aan ons land eene prachtige economische uitrusting te bezorgen, die onze nijverheid en onzen handel buitengewoon heeft ontwikkeld en hare waarde zal behouden;

4^o De aflossing onzer schuld is wezenlijk en tamelijk snel; vooral zoo men in acht neemt, hoe goed de uitgevoerde werken zijn en dat daarenboven op de Gewone Begrotingen, dat wil zeggen zonder leeningen aan te gaan, werden uitgetrokken 263 miljoen voor uitzonderlijke uitgaven en

meer dan 190 millioen voor werken, voortkomende van het overschot der Gewone Begrootingen gestort in de buitengewone;

3^o Ten slotte, had dit uitnemend bestuur voor gevolg, gedurende de laatste vier en twintig jaren, den last, die op den belastingschuldige drukt, te verminderen van fr. 4.51 tot fr. 2.19, dus met meer dan 51 %.

In geen enkel land van Europa komt dit verschijnsel voor.

Over de Begrooting werd in de afdeelingen gestemd als volgt :

	Ja.	Neen.	Onthoudingen.
1 ^e afdeeling . .	10	4	0
2 ^e — . .	6	1	0
3 ^e — . .	10	5	1
4 ^e — . .	9	4	3
5 ^e — . .	9	8	0
6 ^e — . .	9	4	0
	53	26	4

De Middenafdeeling keurt de Begrooting goed met 5 stemmen en 2 onthoudingen; zij stelt aan de Kamer voor, ze aan te nemen.

De Verslaggever,

HUBERT.

De Voorzitter,

HARMIGNIE.

(16)

BIJLAGEN.

Brussel, 2 Maart 1910.

Den heere Hubert, verslaggever van de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van het ontwerp van Begrooting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1910.

HEER VERSLAGGEVER,

Hierbij heb ik de eer U, als bericht, toe te zenden afschrift van het antwoord op eene vraag gesteld door de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van het ontwerp van Begrooting van het Ministerie van Financiën voor het dienstjaar 1910.

Aanvaard, bid ik U, Heer Verslaggever, de verzekering mijner bijzondere hoogachting.

De Minister,

JUL. LIEBAERT.

Vraag.

Zou de Regeering zoo goed willen zijn aan de Middenafdeeling te doen weten, aan welke voorwaarden, in den vreemde, is onderworpen de uitgifte van leeningen van andere landen.

Denkt zij niet dat het nuttig zou zijn, enkele maatregelen te nemen tot bescherming van 's Lands spaargeld en van de Belgische waarden tegen het misbruik der uitgiften van effecten van vreemde steden, provinciën of landen?

Antwoord.

In België is het eigenaardige van het van kracht zijnde stelsel, dat de fondsen van vreemde landen, uitgegeven of in omloop in het land, bijna algeheel vrijdom van fiscus genieten. Eenerzijds, toch, is het zegelrecht, bepaald door de artikelen 12 en 14 van het Zegelwetboek slechts dan eischbaar, wanneer bedoelde effecten vrijwillig tot zegeling worden aangeboden of wanneer er in België gebruikt van wordt gemaakt (zelfde Wetboek, artikel 15); anderzijds, is het aangenomen dat noch de uitgifte in ons land,

noch de verhandeling ter Beurs dusdanig gebruik uitmaken (zie de verklaring van den heer Beernaert, Minister van Financiën, tijdens de bespreking in den Senaat van voornoemd artikel 15. *Hand. der Kamer*, zittingsjaar 1890-1891, bl. 109).

De tot hiertoe verkregen inlichtingen laten toe de volgende aanwijzingen te geven omtrent het fiscaal stelsel, in deze aangenomen in sommige landen :

In *Frankrijk* mag de verhandeling of de tekoopstelling van rentetitels, leeningen en andere openbare effecten van vreemde Mogendheden niet plaats hebben, als na voorafgaande betaling van een zegelrecht van 2 t. h. op de nominale waarde (wet van 28 December 1895, art. 5). Daarenboven geeft elke beursverrichting tot aankoop of verkoop, tegen gereed geld of bij termijnen, van genoemde waarden, aanleiding tot heffing, op het bordereel van de verrichting, van een recht van 5 centiemen per 1,000 frank van haar bedrag, berekend naar het bedrag der verhandeling (wet van 28 April 1893, art. 28).

In *Duitschland* zijn onderworpen aan een recht van 1 t. h. op de nominale waarde de rentetitels en schuldbrieven van vreemde Mogendheden, wanneer zij worden overgedragen, verkocht of verpand binnen het federaal grondgebied, wanneer zij het voorwerp zijn van elke andere akte tusschen levenden of aanleiding geven tot betalingen (wet van 15 Juli 1909, 1^{ste} artikel).

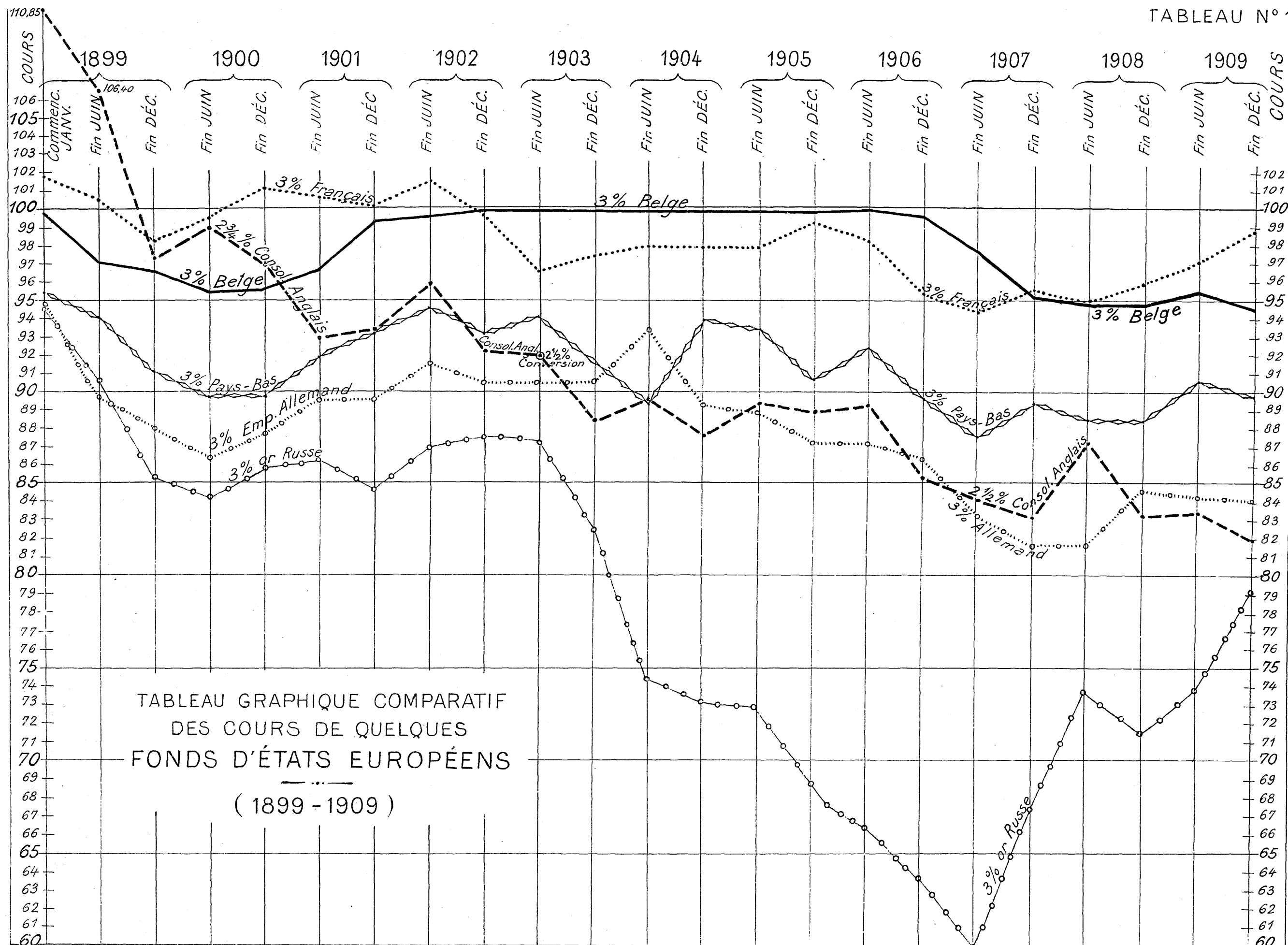
In *Italië* zijn de titels van vreemde leeningen, naar kracht van de wet van 25 Juli 1909, onderworpen aan een zegelrecht van 1 of 2 t. h. van hunne nominale waarde, naar gelang zij uitgegeven zijn door den Staat of wel door gemeenten, provinciën of vennootschappen. Zij mogen niet het voorwerp zijn van eenige verrichting, noch ter Handelsbeurzen, noch bij de Kamers van Schuldvergelijking, banken en instituten, zonder vooruitbetaling van het recht.

In *Engeland* zijn de Bonds, over 't algemeen, thans onderworpen aan een zegelrecht van 1/2 t. h., welk recht op 1 t. h. werd gebracht door de begrooting die door de Kamer der Lords niet werd aangenomen.

In *Portugal* mogen de vreemde openbare fondsen niet worden genoteerd, zonder voorafgaande betaling van een recht van 1/2 t. h. op de nominale waarde.

De Regeering heeft ter studie gelegd een ontwerp van aanslag der uitgiften van vreemde effecten, in België gedaan.

TABLEAU N° 1



TABEL N° 2.

KONINKRIJK BELGIË.

*Staat van de geconsolideerde schuld en van de vlottende schuld op 31 December
van de jaren 1870 tot 1907.*

STAAT op 31 December	GECONSOLIDEERDE schuld.	VLOTTENDE schuld.	TOTALEN.
1870	682,880,913 96	3,000 »	682,883,913 96
1871.	746,901,713 96	3,000 »	746,904,713 96
1872.	737,037,513 96	2,000 »	737,039,513 96
1873	966,920,513 96	2,000 »	966,922,513 96
1874.	979,956,113 96	14,587,000 »	994,543,113 96
1875	981,092,148 91	25,002,000 »	1,006,094,148 91
1876.	1,053,060,848 91	19,452,000 »	1,072,512,848 91
1877	1,134,316,148 91	35,654,000 »	1,169,970,148 91
1878.	1,253,994,648 91	4,731,000 »	1,258,725,648 91
1879.	1,275,062,348 91	11,505,000 »	1,286,567,348 91
1880.	1,428,270,448 91	1,000 »	1,428,271,448 91
1881.	1,443,408,148 91	31,001,000 »	1,474,409,148 91
1882.	1,589,438,748 91	40,001,000 »	1,629,439,748 91
1883.	1,764,706,848 91	1,000 »	1,764,707,848 91
1884.	1,768,022,048 91	»	1,768,022,048 91
1885	1,772,048,948 91	»	1,772,048,948 91
1886.	1,901,701,348 91	10,000,000 »	1,911,701,348 91
1887.	1,915,846,573 91	20,000,000 »	1,935,846,573 91
1888.	1,927,561,473 91	20,000,000 »	1,947,561,473 91
1889.	1,973,068,873 91	20,000,000 »	1,993,068,873 91
1890.	2,006,564,273 91	20,000,000 »	2,026,564,273 91
1891.	2,051,638,523 91	20,000,000 »	2,081,638,523 91
1892.	2,127,460,573 91	20,000,000 »	2,147,460,573 91
1893.	2,169,730,203 93	20,000,000 »	2,189,730,203 93
1894.	2,204,971,347 05	20,000,000 »	2,224,971,347 05
1895	2,226,529,447 05	20,000,000 »	2,246,529,447 05
1896.	2,308,497,322 05	»	2,308,497,322 05
1897	2,566,593,475 57	»	2,566,593,475 57
1898.	2,603,787,175 57	10,000,000 »	2,613,787,175 57
1899.	2,607,081,650 57	53,680,000 »	2,660,761,650 57
1900	2,650,898,150 57	57,651,000 »	2,708,549,150 57
1901.	2,778,051,350 57	40,876,000 »	2,818,927,350 57
1902.	2,879,394,050 57	14,639,000 »	2,894,033,050 57
1903.	2,988,681,750 57	22,576,000 »	3,011,257,750 57
1904.	3,117,038,048 12	37,546,000 »	3,154,584,048 12
1905	3,220,934,123 12	25,540,000 »	3,246,474,123 12
1906	3,285,467,050 56	44,030,000 »	3,329,497,050 56
1907.	3,364,614,550 56	51,020,000 »	3,415,634,550 56

TABEL N^o 3.

KONINKRIJK BELGIË.

Tabel van de gedane uitgaven van 1870 tot 1907, betreffende
den dienst van 's Lands Schuld.

JAREN.	LASTEN VAN DE GECONSOLIDEERDE SCHULD.			LASTEN der Schatkissbiljetten.	VERSCHILLENDE jaarlijksche aflossingen.	ANDERE lasten.	TOTAAL van hoofdstuk I en van de uit- gaven van hoofd- stuk IV daaraan verbonden.
	INTERESTEN met inbegrip van de lasten.	DELGING.	TOTAAL.				
1870	26,148,763 23	4,249,848 66	30,398,631 89	»	672,330 »	3,000,963 10	34,071,924 99
1871	27,250,646 48	4,350,940 41	31,601,586 89	101,354 88	1,239,330 »	3,687,434 03	36,629,705 80
1872	28,847,752 98	4,428,406 41	33,276,159 39	»	1,390,413 33	2,741,165 33	37,377,738 05
1873	28,510,181 23	2,608,181 16	31,118,362 39	»	2,054,330 »	2,219,113 54	35,391,805 93
1874	33,643,238 22	2,618,891 91	38,262,130 13	733,377 66	6,167,835 »	2,496,283 27	47,679,626 06
1875	38,706,148 22	2,629,734 41	41,335,882 63	465,083 25	6,297,290 »	2,401,526 91	50,459,782 79
1876	36,554,285 22	2,924,077 41	39,478,362 63	1,032,146 65	7,751,890 »	1,479,865 89	49,742,265 17
1877	39,690,328 22	3,481,346 66	43,171,674 88	1,215,500 »	15,274,056 01	1,385,025 18	61,046,256 07
1878	43,244,133 14	3,867,288 41	48,111,421 55	426,000 »	14,332,937 »	1,436,162 61	64,306,521 16
1879	45,765,457 72	3,015,973 45	48,781,431 17	449,126 67	14,357,721 58	1,598,674 17	65,186,953 59
1880	46,864,630 80	4,309,105 16	51,173,735 96	»	14,833,012 »	2,067,715 26	68,074,463 22
1881	50,272,010 30	4,435,236 91	54,707,247 21	625,000 »	15,333,912 »	1,778,595 03	72,444,754 24
1882	52,450,311 30	4,894,177 40	57,344,488 70	2,432,746 46	15,333,397 »	1,175,842 41	76,286,474 57
1883	58,722,348 30	5,483,597 14	64,205,945 45	250,099 95	15,334,092 »	2,296,878 70	82,087,016 10
1884	62,217,165 30	5,698,095 65	67,915,260 95	»	15,333,467 »	1,111,808 12	84,360,536 07
1885	62,376,994 30	6,176,342 66	68,553,336 96	»	14,764,567 »	1,081,412 34	84,399,316 30
1886	66,640,426 36	6,629,481 65	73,269,908 01	124,999 98	11,279,542 »	1,109,223 57	85,783,673 56
1887	64,820,958 53	2,556,816 58	67,377,785 11	458,333 31	11,271,467 »	1,080,810 87	80,188,396 29
1888	62,503,106 88	3,714,105 55	66,217,212 43	472,222 20	11,271,417 »	1,081,558 25	79,012,409 88
1889	63,662,993 31	3,735,631 45	67,398,624 76	423,611 10	11,271,367 »	1,085,512 79	80,179,115 65
1890	65,122,932 58	3,841,870 81	68,964,803 39	475,000 »	11,271,317 »	810,404 49	81,521,524 88
1891	66,583,835 75	3,900,739 25	70,484,575 »	500,000 »	11,269,442 25	934,048 45	83,188,065 70
1892	68,772,242 68	4,025,649 68	72,797,892 36	487,500 »	11,264,542 »	891,298 41	85,444,232 77
1893	70,051,923 44	4,148,595 98	74,200,519 42	475,000 »	12,119,017 »	930,725 80	87,725,262 22
1894	71,103,094 70	4,220,789 70	75,323,884 40	475,000 »	11,869,592 »	803,687 33	88,472,163 73
1895	68,950,941 53	3,944,315 93	72,895,257 46	525,000 »	12,427,375 »	1,266,619 56	87,114,282 02
1896	67,142,299 30	4,368,770 08	71,511,069 38	129,062 50	12,523,089 20	919,926 65	85,083,147 73
1897	75,813,198 95	5,199,753 97	81,003,952 92	»	15,969,427 24	867,084 43	97,840,464 59
1898	76,606,247 89	5,711,266 44	82,317,514 33	»	15,607,555 01	858,408 42	98,783,477 76
1899	77,091,690 65	5,873,116 52	82,964,807 17	1,513,936 93	14,072,881 35	965,961 09	99,517,586 54
1900	77,391,201 65	6,050,491 »	83,441,692 65	2,636,003 50	15,190,230 48	824,064 83	102,091,991 46
1901	81,113,837 15	6,371,531 10	87,485,368 25	1,568,766 13	15,480,704 48	928,489 21	105,463,328 07
1902	84,246,465 65	6,837,189 90	91,083,655 55	414,763 51	15,726,940 48	887,996 39	108,113,355 93
1903	87,036,548 15	7,233,524 50	94,270,072 65	538,723 85	15,812,070 98	787,762 25	111,438,629 73
1904	91,446,411 59	10,590,717 98	102,037,129 57	859,670 75	15,980,590 48	823,115 87	119,700,506 67
1905	94,529,533 71	11,289,042 23	105,818,575 94	699,693 85	16,348,937 48	783,454 80	123,650,662 07
1906	96,942,031 33	11,948,432 70	108,890,464 03	1,078,170 52	19,260,168 48	826,678 30	130,055,481 33
1907	98,915,133 31	12,580,555 50	111,495,688 81	1,461,524 60	19,242,956 48	848,144 27	133,048,314 16

TABEL N° 4.

DIENTJAREN.	TOTAAL der ontvangsten van hoofdstuk II der Begrooting van s Lands Middelen : WEGGELDEN.	UITGAVEN van de spoorwegen, posterijen, telegrafen en van het zeewezen, met inbegrip van de pensioenen.	NETTO-OPBRENGST der weggelden.	TOTAAL der ontvangsten van hoofdstuk III der Begrooting van s Lands Middelen : KAPITALEN EN INKOMSTEN.	TOTAAL der kolommen 4 en 5. Zuivere inkomsten van den Staat buiten de belastingen.	AANDEEL van de opbrengst der posterijen, niet begrepen in de kolom 2 en aan het gemeentefonds toegerekend
1	2	3	4	5	6	7
1870	50,359,026 94	32,680,958 93	17,678,068 01	8,325,321 83	26,003,339 84	2,897,282 92
1871	67,693,243 23	43,253,314 89	24,439,928 34	8,343,393 77	32,783,322 41	3,273,631 89
1872	68,102,615 88	51,248,296 29	16,854,319 59	7,731,207 49	24,585,527 08	3,485,229 74
1873	74,254,839 95	66,108,335 98	5,146,503 97	11,056,867 »	16,203,370 97	3,245,096 57
1874	87,207,355 54	73,895,737 83	13,311,617 71	9,419,706 43	22,731,324 14	3,641,094 47
1875	86,523,383 86	72,675,750 01	13,847,633 85	9,684,084 81	23,351,718 66	3,768,266 94
1876	90,739,095 42	72,106,797 98	18,632,297 44	10,223,837 99	28,856,135 43	3,751,380 16
1877	97,862,083 49	69,856,107 96	28,005,975 53	9,513,088 23	37,519,063 76	3,982,107 35
8 jaren.	619,741,644 31	481,825,299 87	137,916,344 44	74,297,507 55	212,213,851 99	28,044,110 04
1878	101,837,358 91	70,578,943 44	31,258,415 77	9,619,575 97	40,877,991 74	4,122,210 83
1879	107,909,318 92	73,678,054 66	34,231,264 26	9,340,893 46	43,572,157 72	4,384,297 68
1880	121,413,504 87	84,251,961 22	37,161,543 65	10,156,680 76	47,318,224 41	4,533,159 96
1881	120,932,947 46	86,663,880 66	34,269,066 80	11,395,076 73	45,664,143 53	4,837,339 21
1882	127,679,953 71	92,305,907 16	35,374,046 55	12,144,207 61	47,518,254 16	5,030,781 61
1883	130,605,378 61	90,485,334 76	40,120,043 85	12,264,621 14	52,384,664 99	5,269,261 06
6 jaren.	710,378,462 48	497,964,081 60	212,414,380 88	64,921,055 67	277,335,436 55	28,177,050 35
1884	129,505,459 83	89,939,506 22	39,565,953 61	11,980,950 09	51,546,903 70	5,482,410 82
1885	129,378,195 89	88,281,250 17	41,096,945 72	16,014,445 70	57,141,391 42	5,684,370 73
1886	127,385,293 70	84,233,166 48	43,152,127 22	17,753,801 09	60,905,928 31	5,834,446 79
1887	134,258,600 72	85,731,591 72	48,527,009 »	16,827,960 23	65,354,969 23	6,062,677 21
1888	141,889,344 33	89,573,014 97	52,316,329 36	15,555,759 47	67,872,088 83	6,167,797 29
1889	147,837,536 83	94,770,677 15	53,066,859 68	16,512,097 86	69,578,957 54	6,334,661 09
6 jaren	810,254,431 30	532,529,206 71	277,725,224 59	94,645,014 44	372,370,239 03	35,566,363 93

DIENSTJAREN.	TOTAAL der ontvangsten van hoofdstuk II der Begrooting van 's Lands Middelen: WEGGELDEN.	UITGAVEN van de spoorwegen, posterijen, telegrafen en van het zeewezen, met inbegrip van de pensioenen.	NETTO-OPBRENGST der weggelden.	TOTAAL der ontvangsten van hoofdstuk III der Begrooting van 's Lands Middelen: KAPITALEN EN INKOMSTEN.	TOTAAL der kolommen 4 en 5. Zuivere inkomsten van den Staat buiten de belastingen.	AANDEEL van de opbrengst der posterijen, niet begrepen in de kolom 2 en aan het gemeentefonds toegekend.
1	2	3	4	5	6	7
1890	152,665,975 43	103,221,452 07	47,444,523 36	17,570,724 92	63,015,245 28	6,537,076 28
1891	154,965,729 29	103,932,017 93	49,033,744 36	16,825,708 67	63,839,420 03	6,634,474 82
1892	153,367,531 16	103,848,778 69	49,548,752 47	16,507,127 54	66,055,879 98	6,892,677 05
1893	160,224,795 95	103,827,434 50	56,397,364 45	16,547,142 19	72,944,473 64	7,017,856 72
1894	168,187,335 54	109,188,160 47	58,999,175 07	17,203,470 32	76,202,645 39	7,466,983 52
1895	171,065,378 07	115,757,510 62	55,307,867 45	18,417,755 72	73,725,623 17	7,812,454 79
6 jaren	960,476,745 44	643,745,354 28	316,731,394 16	103,071,896 33	419,803,287 49	42,398,520 18
1896	177,416,004 82	117,762,830 23	59,653,174 59	12,794,327 78	72,447,502 37	8,093,200 47
1897	188,626,897 22	129,306,168 88	59,320,728 34	14,187,244 04	73,507,972 38	8,531,964 41
1898	207,953,178 32	135,602,775 72	72,350,402 60	14,647,095 83	86,997,498 43	8,887,865 48
1899	226,047,840 74	149,695,264 46	76,352,576 28	15,647,824 12	92,000,400 40	9,439,020 24
1900	232,691,835 87	171,830,801 05	60,861,034 82	21,407,638 72	82,268,673 54	9,912,213 18
1901	232,383,411 66	171,907,735 03	60,475,676 63	18,585,493 06	79,061,169 69	10,360,950 81
6 jaren	1,265,119,168 63	876,105,575 37	389,013,593 26	97,269,623 55	486,283,216 81	52,225,214 59
1902	240,931,423 88	167,021,224 76	73,910,199 12	18,176,013 46	92,086,242 58	10,746,004 84
1903	251,879,232 02	167,471,568 40	84,407,663 62	19,208,661 68	103,616,325 30	11,318,346 31
1904	260,722,282 10	172,163,629 61	88,558,652 49	20,044,492 47	108,603,144 96	11,845,473 78
1905	278,844,637 14	192,216,760 56	86,627,876 58	20,963,145 98	107,591,022 56	12,867,664 98
1906	291,482,339 92	201,706,245 65	89,776,094 27	23,945,820 82	113,721,915 09	13,179,565 25
1907	298,976,138 03	222,019,112 45	76,957,025 58	29,859,679 25	106,816,704 83	13,660,383 53
6 jaren	1,622,836,053 09	1,122,598,544 43	500,237,511 66	132,197,813 66	632,435,325 32	73,437,438 69
1884 tot 1897 24 jaren	4,653,686,398 46	3,174,978,677 79	1,483,707,720 67	427,184,347 98	1,910,892,068 65	206,627,537 39

TABEL N^r 5.

DIENTJAREN.	Bedrag der lasten van den dienst der Opendare Schuld.	Netto- ophrengst der weggeblen, der kapitalen en inkomsten of zuivere ontvangsten van den Staat buiten de belastingen.	Vershil tusschen de kolommen 2 en 3 m. a. w. sommen die de Staat voor den dienst van de schuld uit de belastingen moet nemen.	Bevolking volgens het statistisch jaarboek voor het binnenland.	Jaarlijksche gemiddelde som door den Staat genomen van de belastingen voor den dienst van de schuld.	Jaarlijksche gemiddelde bevolking gedurende het tijdvak.	Jaarlijksche last per hoofd, aan de belasting gevraagd.
1	2	3	4	5	6	7	8
1870	34,071,924 99	26,003,389 84	8,068,535 15	5,087,826			
1871	36,629,705 80	32,783,322 11	3,846,383 69	5,113,680			
1872	37,377,738 05	24,585,527 08	12,792,210 97	5,175,037			
1873	35,391,805 93	16,203,370 97	19,188,434 96	5,253,794			
1874	47,679,626 06	22,731,324 14	24,948,301 92	5,336,634			
1875	50,499,782 79	23,531,718 66	26,968,064 13	5,402,938			
1876	49,742,265 17	28,856,135 43	20,886,129 74	5,336,185			
1877	61,046,256 07	37,519,063 76	23,527,192 31	5,412,731			
8 jaren	352,439,104 86	212,213,851 99	140,225,252 87	42,118,825	17,528,156	5,264,853	3 33
1878	64,306,521 16	40,877,991 74	23,428,529 42	5,476,939			
1879	65,186,953 59	43,572,157 72	21,614,795 87	5,536,854			
1880	68,074,463 22	47,318,224 41	20,756,238 81	5,520,009			
1881	72,444,754 24	45,664,143 53	26,780,610 71	5,585,846			
1882	76,286,474 57	47,518,254 16	28,768,220 41	5,655,197			
1883	82,087,016 40	52,384,664 99	29,702,351 41	5,720,807			
6 jaren	428,386,182 88	277,335,436 55	151,050,746 33	33,495,652	25,175,124	5,582,608	4 51
1884	84,360,536 07	51,546,903 70	32,813,632 37	5,784,958			
1885	84,399,316 30	57,111,391 42	27,287,924 88	5,853,278			
1886	85,783,673 56	60,905,928 31	24,877,745 25	5,909,975			
1887	80,188,396 29	65,354,969 23	14,833,427 06	5,974,743			
1888	79,042,409 88	67,872,088 83	11,170,321 05	6,030,043			
1889	80,179,115 65	69,578,957 54	10,600,158 11	6,093,798			
6 jaren	493,953,147 75	372,370,239 03	121,583,208 72	35,646,795	20,262,868	5,941,132	3 41

DIENTJAREN.	Bedrag der lasten van den dienst der Openbare Schuld.	Netto- ophrengst der weggelden, der kapitalen en inkomsten of zuivere ontvangsten van den Staat huiten de belastingen.	Verschil tusschen de kolommen 2 en 3 m. a. w. sommen die de Staat voor den dienst van de schuld uit de belastingen moet nemen.	Bevolking volgens het statistisch jaarboek voor het binnenland.	Jaarlijksche gemiddelde som door den Staat genomen van de belastingen voor den dienst van de schuld.	Jaarlijksche gemiddelde bevolking gedurende het tijdvak	Jaarlijksche last per hoofd, aan de belasting gevraagd.
1	2	3	4	5	6	7	8
1890	81,521,524 88	65,015,245 28	16,506,279 60	6,069,321			
1891	83,188,065 70	65,859,420 03	17,328,645 67	6,136,444			
1892	85,441,232 77	66,055,879 98	19,385,352 79	6,195,355			
1893	87,725,262 22	72,944,473 64	14,780,788 58	6,262,272			
1894	88,472,163 73	76,202,645 39	12,269,518 34	6,341,958			
1895	87,114,282 02	73,725,623 17	13,388,658 85	6,410,783			
6 jaren	513,462,531 32	419,803,287 49	93,659,243 83	37,416,133	15,609,873 »	6,236,022	2 50
1896	85,083,147 73	72,447,502 37	12,635,645 36	6,495,886			
1897	97,840,464 59	73,507,972 38	24,332,492 21	6,586,593			
1898	98,783,477 76	86,997,498 43	11,785,979 33	6,669,732			
1899	99,517,586 54	92,000,400 40	7,517,186 14	6,744,532			
1900	102,091,991 46	82,268,673 54	19,823,317 92	6,693,810			
1901	105,463,328 07	79,061,169 69	26,402,158 38	6,799,999			
6 jaren	588,779,996 15	486,283,216 81	102,496,779 34	39,990,552	17,082,796 »	6,665,092	2 56
1902	108,113,355 93	92,086,212 58	16,027,143 35	6,896,079			
1903	111,438,629 73	103,616,325 30	7,822,304 43	6,985,219			
1904	119,700,506 67	108,603,144 96	11,097,361 71	7,074,910			
1905	123,650,662 07	107,591,022 56	16,059,639 51	7,160,547			
1906	130,055,481 33	113,721,915 09	16,333,566 24	7,238,622			
1907	133,048,314 16	106,816,704 83	26,231,609 33	7,317,561			
6 jaren	726,006,949 89	632,435,325 32	93,571,624 57	42,672,938	15,595,270 »	7,112,156	2 19
1884 tot 1907 24 jaar	2,322,202,925 11	1,910,892,068 65	411,310,856 46	155,726,418	17,137,952 »	6,488,600	2 64